



Arrest

nr. 254 170 van 7 mei 2021
in de zaak RvV X / II

In zake: X

Gekozen woonplaats: ten kantore van advocaat F. JACOBS
Kroonlaan 88
1050 BRUSSEL

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IIde KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Palestijnse origine te zijn, op 8 maart 2021 heeft ingediend om de schorsing van de tenuitvoerlegging en de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie van 1 februari 2021 tot afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten - verzoeker om internationale bescherming.

Gezien titel I bis, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 24 maart 2021, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 16 april 2021.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken S. DE MUYLDER.

Gehoord de opmerkingen van advocaat F. JACOBS, die verschijnt voor de verzoekende partij, en van advocaat M. DUBOIS, die verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

Op 1 februari 2021 wordt de verzoekende partij het bevel om het grondgebied te verlaten-verzoeker om internationale bescherming (bijlage 13quinquies) gegeven. Dit is de bestreden beslissing, die luidt als volgt:

“BEVEL OM HET GRONDGEBIED TE VERLATEN-VERZOEKER OM INTERNATIONALE BESCHERMING

In uitvoering van artikel 52/3, §1 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt aan de heer,

naam : A. (.)
voornaam : A. (.) N S
geboortedatum : (.)1991
geboorteplaats : Gaza
nationaliteit : Palestina

het bevel gegeven om het grondgebied van België te verlaten, evenals het grondgebied van de staten die het Schengenacquis ten volle toepassen, tenzij hij (zij) beschikt over de documenten die vereist zijn om er zich naar toe te begeven.

REDEN VAN DE BESLISSING :

Op 05/03/2020 werd door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een negatieve beslissing inzake het verzoek om internationale bescherming genomen en op 23/12/2020 werd door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen het beroep tegen deze beslissing verworpen met toepassing van artikel 39/2, § 1, r, van de wet van 15 december 1980.

Betrokkene bevindt zich in het geval van artikel 7, eerste lid, 1° van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen : hij verblijft in het Rijk zonder houder te zijn van de bij artikel 2 van deze wet vereiste documenten, inderdaad, betrokkene is in het bezit van een geldig paspoort maar zonder geldig visum.

In uitvoering van artikel 7, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt aan de betrokkene bevel gegeven het grondgebied te verlaten binnen 30 (dertig) dagen."

2. Onderzoek van het beroep

2.1. In een enig middel betoogt de verzoekende partij als volgt:

"MOYEN UNIQUE

Pris de la violation de l'art. 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et des articles 7, 62, 74/13, 74/14 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, les articles 10, 11, 23 et 32 de la Constitution, des articles 6 et 9 de la directive 2013/32/UE, de l'article 7 de la directive 2005/85/CE, les articles 3, 4, 8, 13 et 14 de la Convention européenne des droits de l'Homme et ainsi que du principe général de bonne administration et du contradictoire, du principe général de prudence et de minutie et de l'erreur manifeste d'appréciation.

Violation de l'article 41 de la charte consacrant le droit à être entendu

Attendu que la partie requérante s'est vu notifier un ordre de quitter le territoire 13 quinquies, lequel ne saurait être considéré comme un ordre de quitter le territoire de même nature que ceux qui aurait éventuellement été adressés précédemment en ce qu'il ne rencontrerait en aucun cas ni la même situation ni une base légale similaire ;

Attendu que la décision entreprise fait expressément référence à la décision prise par la CGRA, sur laquelle elle se fonde, de sorte que cette décision est réputée connue de la partie adverse.

Il s'agit en l'espèce de la décision du 13.03.2020.

Attendu qu'il convient d'examiner si la décision entreprise est conforme à l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 ;

Que l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 impose la partie adverse de tenir compte de la situation de santé de la partie requérante, de l'intérêt supérieur de l'enfant et de sa situation familiale au moment où elle prend une décision qui lui est défavorable ;

Que la décision entreprise ne respecte pas le prescrit de cette disposition, à tout le moins la motivation de la partie adverse ne permet pas à votre conseil d'exercer son contrôle, en ce qu'il n'apparaît pas qu'elle ait pris le soin d'entendre la partie requérante avant de prendre la décision entreprise et que dès lors elle ne tient pas compte de l'ensemble des éléments tenant à la situation de santé et de la situation familiale de la partie requérante, alors que la décision doit être motivée tant en fait qu'en droit et que la motivation doit constituer une réponse adéquate et personnalisée au regard de la situation globale de la partie requérante;

Que la décision est motivée exclusivement par référence à la décision de refus de la demande d'asile du CGRA du 13.03.2020.

Qu'il n'apparaît pas de cette décision que la partie requérante ait été entendue, que la partie adverse ait tenu compte de la situation sanitaire mondiale actuelle due à la pandémie de Coronavirus, de la situation de Gaza sur le plan économique-sociale telle qu'impactée par la présence conjointe et

simultanée du Coronavirus et de la Crise de l'UNRWA qui impacte indifféremment les citoyens de Gaza et les réfugiés UNRWA qui y vivent.

Qu'il convient également d'emblée de constater que la partie adverse ne saurait tenir compte de l'ensemble des éléments personnels au requérant, dès lors qu'elle ne l'a pas entendue.

Alors que si tel avait été le cas la partie requérante aurait fait valoir.

- Sa fragilité psychologique liée à une situation de précarité installée depuis de nombreuses années, précarité financière, de situation administrative mais également sociale ; elle a déjà perdu tout en raison de la situation de conflit à Gaza, de son exil et elle a la sentiment que cette situation se répète, ce qui serait d'ailleurs le cas si la partie adverse mettait à exécution la décision attaquée.

- Son intégration en Belgique liée à des efforts importants afin d'apprendre une des langues nationale et sa volonté de travailler afin d'être autonome et de pouvoir aider sa famille dans le besoins.

- Sa crainte de se voir exposée en cas de retour vers Gaza à la plus grande précarité ce qui par ricochet l'exposera également au Coronavirus, dès lors que concrètement y vivre ne permet pas le respect des gestes barrières essentiels, soit un lavage des mains fréquent à défaut d'accès à l'eau et au savon, le respect de la distanciation sociale à défaut d'espace de vie privatif.

Que face à ce constat, la décision ne peut être qu'annulée, en tant qu'elle ne répond pas à l'obligation formelle de motivation et violation des dispositions visées au moyen.

Que la décision ne fait pas davantage montre d'avoir tenu compte de la pandémie de Covid 19 en Europe et de par le monde, ni d'avoir tenu compte des conditions sanitaires à Gaza liées à cette pandémie, ou des conditions matérielles actuelles permettant ou non de gagner la bande de Gaza venant de Belgique, ni des conditions matérielles d'existence à Gaza en crise sanitaire et en crise économique liée à la crise de l'UNRWA qui impacte directement ou indirectement tous les Gazaouis.

La décision ne rencontre d'aucune façon la situation spécifique et particulière de la partie requérante.

Elle s'avère donc, au regard de la spécificité du cas, - totalement ignorée-, strictement stéréotypée.

Alors que la décision faisant référence à la procédure qui a exposé cette situation, ne pouvait en aucun cas l'ignorer.

Que la décision entreprise, l'ordre de quitter le territoire, viole dès lors l'article 74/13 ainsi que les dispositions et principes visés au moyen;

Que la motivation formelle des actes administratifs constitue une formalité substantielle consistant en l'indication, dans l'instrumentum d'un acte administratif, des motifs de droit, c'est à dire des dispositions normatives dont l'auteur de l'acte fait application, et des motifs de fait, à savoir les circonstances qui ont présidé à son adoption, qui constituent les fondement de cet acte ;

Cette obligation a été généralisée par la Loi du 29 juillet 1991 à tous les actes administratifs individuels ; Le but des dispositions légales précitées est d'astreindre l'administration "à fournir au juge une base solide à son contrôle de légalité" et que "l'obligation générale de motiver les actes administratifs en la forme constitue aussi une garantie essentielle pour le bon fonctionnement, c'est-à-dire pour le contrôle de la légalité des actes administratifs" (Dominique Lagasse, la loi du 29/7/1991, J.T., 1991, page 737).

E. Cerexhe et J. Vande Lanotte rappellent que "Lorsqu'il s'agit de décisions qui ont fait l'objet de, discussions au sujet desquelles l'autorité dispose d'un large pouvoir d'appréciation, la motivation doit être détaillée."

Dans la justification de l'amendement qui est finalement devenu l'article 3 de la Loi sur la motivation formelle des actes administratifs, on peut lire, "Sila motivation est obligatoire, il doit y avoir un rapport de proportionnalité entre l'importance de la décision et sa motivation". Tel est le sens du membre de phrase: "Elle doit être adéquate". En commission de la chambre, le ministre a estimé que "cette obligation demeure d'ailleurs générale et doit être proportionnelle à l'intérêt et à la portée de la décision" (l'obligation de motiver les actes administratifs, Bruges, La Chartres, 1992, page 6).

La motivation formelle doit être adéquate comme le précise l'article 3 de la Loi 29 juillet 1991.

Le respect de cette exigence doit s'apprécier au regard du principal objectif de la Loi, à savoir, permettre au destinataire d'un acte administratif de comprendre les raisons de fait et de droit qui ont conduit l'administration à adopter l'acte en question et, par voie de conséquence, lui permettre de mieux apprécier la légalité et la pertinence de cette décision et donc aussi de l'opportunité de le contester en justice. (C.E. 14 juin 2002, n ° 107.842) ;

Attendu que la partie adverse n'examine pas de manière adéquate la situation de santé, matérielle et familiale de la partie requérante.

Attendu que la partie adverse est tenue par une obligation de minutie, obligation qui doit être examinée en parallèle avec l'article 74/13 ;

Qu'en l'espèce, la partie adverse, en ce qu'elle n'examine pas la situation qui comprend nécessairement l'examen de cette situation individuelle, avant de prendre une décision viole manifestement l'article 74/13 ;

Elle viole également manifestement les dispositions et principes visés au moyen ;

Le Conseil d'Etat estime de manière constante que le contrôle de la légalité d'un acte s'entend également de celui de la proportionnalité de la décision;

La jurisprudence constante du Conseil du Contentieux des Etrangers contraint l'administration à prendre en compte dans sa décision tous les éléments pertinents qui sont en sa possession au moment du traitement (« Le Conseil entend rappeler tout d'abord que la légalité d'un acte doit s'apprécier en fonction des documents dont disposait la partie défenderesse au moment où elle a statué... » CCE, arrêt n°27.944 du 28.05.2009).

L'article 41 de la charte consacre le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qu'il affecterait défavorablement ne soit prise à son encontre ;

Les considérants 11 et 13 de la directive 2008/115 énoncent:

«(11) Il y a lieu d'arrêter un ensemble commun minimal de garanties juridiques, applicables aux décisions liées au retour, afin d'assurer une protection efficace des intérêts des personnes concernées.

[...]

[...]

(13) Il convient de subordonner expressément le recours à des mesures coercitives au respect des principes de proportionnalité et d'efficacité en ce qui concerne les moyens utilisés et les objectifs poursuivis. [...] Les États membres devraient pouvoir avoir recours à différentes possibilités pour contrôler le retour forcé.

[...]

L'article 1er de la directive 2008/115 prévoit:

«La présente directive fixe les normes et procédures communes à appliquer dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, conformément aux droits fondamentaux en tant que principes généraux du droit communautaire ainsi qu'au droit international, y compris aux obligations en matière de protection des réfugiés et de droits de l'homme.»

L'article 2 de la directive 2008/115 dispose:

«1. La présente directive s'applique aux ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire d'un État membre.

[...]

En l'espèce, les faits de la cause relèvent du champ d'application de la directive 2008/115 mais également de l'article 41, paragraphe 2, de la [Charte],

En l'espèce, il est évident que les droits de la défense de la partie requérante ont été violés, du fait que la partie requérante n'a pas été régulièrement entendue préalablement à la décision entreprise ;

La partie adverse viole le principe général du respect des droits de la défense et porte atteinte aux intérêts de la partie requérante tels qu'ils lui sont reconnus par les articles l'article 41 de la charte ;

Selon une jurisprudence constante, les droits de la défense, qui comportent le droit d'être entendu et le droit d'accès au dossier, figurent au nombre des droits fondamentaux faisant partie intégrante de l'ordre juridique de l'Union et consacrés par la Charte (voir, en ce sens, arrêt du 18 juillet 2013, *Commission e.a./Kadi*, C-584/10 P, C-593/10 P et C-595/10 P, non encore publié au Recueil, points 98 et 99 ainsi que jurisprudence citée). Il est vrai également que le respect de ces droits s'impose même lorsque la réglementation applicable ne prévoit pas expressément une telle formalité (voir, en ce sens, arrêt du 22 novembre 2012, *M.*, C-277/11, non encore publié au Recueil, point 86 et jurisprudence citée).

La Cour a toutefois déjà considéré que les droits fondamentaux, tels que le respect des droits de la défense, n'apparaissent pas comme des prérogatives absolues, mais peuvent comporter des restrictions, à condition que celles-ci répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général poursuivis par la mesure en cause et ne constituent pas, au regard du but poursuivi, une intervention démesurée et intolérable qui porterait atteinte à la substance même des droits ainsi garantis (arrêt du 15 juin 2006, *Dokter e.a.*, C-28/05, Rec. p. 1-5431, point 75).

En outre, l'existence d'une violation des droits de la défense doit être appréciée en fonction des circonstances spécifiques de chaque cas d'espèce (voir, en ce sens, arrêt du 25 octobre 2011, *Solvay/Commission*, C-110/10 P, Rec. p. 1-10439, point 63), notamment de la nature de l'acte en cause, du contexte de son adoption et des règles juridiques régissant la matière concernée (arrêt *Commission e.a./Kadi*, précité, point 102 et jurisprudence citée).

L'obligation de respecter les droits de la défense des destinataires de décisions qui affectent de manière sensible leurs intérêts pèse ainsi en principe sur les administrations des États membres lorsqu'elles prennent des mesures entrant dans le champ d'application du droit de l'Union. Lorsque, comme en l'espèce, ni les conditions dans lesquelles doit être assuré le respect des droits de la défense des ressortissants de pays tiers en situation irrégulière, ni les conséquences de la méconnaissance de ces droits ne sont fixées par le droit de l'Union, ces conditions et ces conséquences relèvent du droit national pour autant que les mesures arrêtées en ce sens sont du même ordre que celles dont bénéficient les particuliers dans des situations de droit national comparables (principe de l'équivalence) et qu'elles ne rendent pas en pratique impossible ou excessivement difficile l'exercice des droits

conférés par l'ordre juridique de l'Union (principe d'effectivité) (voir en ce sens, notamment, arrêts du 18 décembre 2008, Sopropé, C-349/07, Rec. p. 1-10369, point 38, ainsi que du 19 mai 2011, Iaia e.a., C-452/09, Rec. p. 1-4043, point 16).

Pour autant, s'il est loisible aux États membres de permettre l'exercice des droits de la défense de ces ressortissants selon les mêmes modalités que celles retenues pour régir les situations internes, ces modalités doivent être conformes au droit de l'Union et, notamment, ne pas remettre en cause l'effet utile de la directive 2008/115.

C'est donc dans le contexte d'ensemble de la jurisprudence concernant le respect des droits de la défense et du système de la directive 2008/115 que les États membres, dans le cadre de leur autonomie procédurale, doivent, d'une part, déterminer les conditions dans lesquelles doit être assuré le respect du droit, pour les ressortissants de pays tiers en situation irrégulière, d'être entendus et, d'autre part, tirer les conséquences de la méconnaissance de ce droit.

La partie requérante n'a pas été entendue avant que cette décision soit prise à son encontre ;

La partie adverse fait preuve d'un manque de minutie et n'a pas correctement motivé sa décision au sens de l'article 62 visé au moyen ;

Il convient donc de suspendre la décision entreprise ;

L'Etat où se trouve l'étranger qui fait valoir des griefs défendables doit prendre en considération la situation du pays vers lequel il est susceptible d'être renvoyé (ou d'être contraint de retourner), sa législation, et le cas échéant, les assurances de celui-ci, afin de s'assurer qu'il n'existe pas d'éléments suffisamment concrets et déterminants permettant de conclure qu'il y risquerait un sort interdit par l'article 3 (C.E.S.D.H, 7 mars 2000, T.L/ Royaume uni) ;

en l'espèce, la décision entreprise viole l'article 3, les obligations qui en découlent telle qu'ici décrites n'étant pas respectées ;

En effet, l'article 3 de la CEDH dispose que « Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants ». Cette disposition consacre l'une des valeurs fondamentales de toute société démocratique et prohibe en termes absolus la torture et les traitements inhumains ou dégradants quels que soient les circonstances et les agissements de la victime (jurisprudence constante: voir p.ex. Cour EDH 21 janvier 2011, M.S.S./Belgique et Grèce, § 218). La Cour EDH a déjà considéré que l'éloignement par un Etat membre peut soulever un problème au regard de l'article 3 de la CEDH, et donc engager la responsabilité d'un Etat contractant au titre de la Convention, lorsqu'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la partie requérante courra, dans le pays de destination, un risque réel d'être soumise à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH. Dans ces conditions, l'article 3 de la CEDH implique l'obligation de ne pas éloigner la personne en question vers ce pays (voir: Cour EDH 4 décembre 2008, Y./Russie, § 75, et les arrêts auxquels il est fait référence; adde Cour EDH 26 avril 2005, § 66).

Pour apprécier s'il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la partie requérante encourt un risque réel de traitement prohibé par l'article 3 de la CEDH, le Conseil se conforme aux indications données par la Cour EDH. A cet égard, la Cour EDH a jugé que, pour vérifier l'existence d'un risque de mauvais traitements, il y a lieu d'examiner les conséquences prévisibles de l'éloignement de la partie requérante dans le pays de destination, compte tenu de la situation générale dans ce pays et des circonstances propres au cas de la partie requérante (voir: Cour EDH 4 décembre 2008, Y./Russie, § 78; Cour EDH 28 février 2008, Saadi / Italie, §§ 128-129 ; Cour EDH 30 octobre 1991, Vilvarajah et autres/Royaume-Uni, § 108 in fine).

En ce qui concerne l'examen de la situation générale dans un pays, la Cour EDH attache souvent de l'importance aux informations contenues dans les rapports récents provenant d'organisations internationales indépendantes de défense des droits de l'homme telles qu'Amnesty International, ou de sources gouvernementales (voir p.ex. : Cour EDH 21 janvier 2011. M.S.S./Belgique et Grèce, §§ 347 et 348 ; Cour EDH 5 juillet 2005, Sa id/Pays Bas, § 54 ; Cour EDH 26 avril 2005, Müslim/Turquie, § 67 ; Cour EDH 15 novembre 1996, Chahal/Royaume-Uni, §§ 99 et 100). En même temps, la Cour EDH a considéré qu'une simple possibilité de mauvais traitements en raison d'une conjoncture instable dans un pays n'entraîne pas en soi une infraction à l'article 3 de la CEDH (voir Cour EDH 30 octobre 1991, Vilvarajah et autres/Royaume-Uni, § 111) et que, lorsque les sources dont elle dispose décrivent une situation générale, les allégations spécifiques d'un requérant dans un cas d'espèce doivent être corroborées par d'autres éléments de preuve (voir: Cour EDH 4 décembre 2008, Y./Russie, § 79 ; Cour EDH 28 février 2008, Saadi/Italie, § 131 ; Cour EDH 4 février 2005, Mamatkulov and Askarov/ Turquie, § 73 ; Cour EDH 26 avril 2005, Müslim/ Turquie, § 68).

Dans le cas d'espèce, la partie adverse convient que la partie requérante a déposé plusieurs demandes d'asile, mais elle n'examine pas si la décision entreprise ne contrevient pas au principe de non refoulement de la partie requérante ;

Dès lors qu'il n'appartenait pas au Commissariat général ni au conseil du Contentieux saisi dans le cadre de l'asile de se prononcer sur le non refoulement de la partie requérante et qui ne l'ont d'ailleurs

pas fait, la partie adverse devait donc elle-même se prononcer sur le non refoulement et la violation éventuelle de l'article trois de la Convention, ;

Il appartenait donc à la partie adverse d'examiner si le renvoi du requérant, indépendamment de l'application qui été faite des articles 48/3 et 48/4 pouvait constituer une violation de l'article trois de la Convention droits de l'homme ;

En l'occurrence, la partie adverse n'a pas examiné si, indépendamment de l'examen au sens des article 48/3 et 48/4, il n'existe pas d'autres éléments qui pouvaient constituer une violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme en cas de renvoi de la partie requérante vers son pays d'origine ou son pays de résidence habituelle, en l'espèce la Grèce, compte tenu du statut de réfugié accordé par cet état à la partie requérante ;

Le Conseil d'Etat estime de manière constante que le contrôle de la légalité d'un acte s'entend également de celui de la proportionnalité de la décision;

La jurisprudence constante du Conseil du Contentieux des Etrangers contraint l'administration à prendre en compte dans sa décision tous les éléments pertinents qui sont en sa possession au moment du traitement (« Le Conseil entend rappeler tout d'abord que la légalité d'un acte doit s'apprécier en fonction des documents dont disposait la partie défenderesse au moment où elle a statué... » CCE, arrêt n°27.944 du 28.05.2009).

L'article 41 de la charte consacre le droit de toute personne d'être entendue avant qu'une mesure individuelle qu'il affecterait défavorablement ne soit pris à son encontre ;

Les considérants 11 et 13 de la directive 2008/115 énoncent:

«(11) Il y a lieu d'arrêter un ensemble commun minimal de garanties juridiques, applicables aux décisions liées au retour, afin d'assurer une protection efficace des intérêts des personnes concernées.

[...]

[...]

(13) Il convient de subordonner expressément le recours à des mesures coercitives au respect des principes de proportionnalité et d'efficacité en ce qui concerne les moyens utilisés et les objectifs poursuivis. [...] Les Etats membres devraient pouvoir avoir recours à différentes possibilités pour contrôler le retour forcé.

[...]

L'article 1er de la directive 2008/115 prévoit:

«La présente directive fixe les normes et procédures communes à appliquer dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, conformément aux droits fondamentaux en tant que principes généraux du droit communautaire ainsi qu'au droit international, y compris aux obligations en matière de protection des réfugiés et de droits de l'homme.»

L'article 2 de la directive 2008/115 dispose:

«1. La présente directive s'applique aux ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire d'un Etat membre.

[...]

En l'espèce , les faits de la cause relèvent du champ d'application de la directive 2008/115 mais également de l'article 41, paragraphe 2, de la [Charte],

En l'espèce, il est évident que les droits de la défense de la partie requérante ont été violés, du fait que la partie requérante n'a pas été régulièrement entendue préalablement à la décision entreprise ;

Qu'elle ait été entendue antérieurement dans le cadre de sa demande d'asile ne saurait être considéré comme équivalent dès lors qu'il s'agit de procédures différentes ayant chacune leurs spécificités et finalités et que majoritairement les décisions indiquent elles-mêmes ne pas examiner l'hypothèse d'un renvoi vers le pays d'origine.

La partie adverse viole le principe général du respect des droits de la défense et porte atteinte aux intérêts de la partie requérante tels qu'ils lui sont reconnus par les articles l'article 41 de la charte ;

Selon une jurisprudence constante, les droits de la défense, qui comportent le droit d'être entendu et le droit d'accès au dossier, figurent au nombre des droits fondamentaux faisant partie intégrante de l'ordre juridique de l'Union et consacrés par la Charte (voir, en ce sens, arrêt du 18 juillet 2013, Commission e.a./Kadi, C-584/10 P, C-593/10 P et C-595/10 P, non encore publié au Recueil, points 98 et 99 ainsi que jurisprudence citée). Il est vrai également que le respect de ces droits s'impose même lorsque la réglementation applicable ne prévoit pas expressément une telle formalité (voir, en ce sens, arrêt du 22 novembre 2012, M., C-277/11, non encore publié au Recueil, point 86 et jurisprudence citée).

La Cour a toutefois déjà considéré que les droits fondamentaux, tels que le respect des droits de la défense, n'apparaissent pas comme des prérogatives absolues, mais peuvent comporter des restrictions, à condition que celles-ci répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général poursuivis par la mesure en cause et ne constituent pas, au regard du but poursuivi, une intervention démesurée et intolérable qui porterait atteinte à la substance même des droits ainsi garantis (arrêt du 15 juin 2006, Dokter e.a., C-28/05, Rec. p. 1-5431, point 75).

En outre, l'existence d'une violation des droits de la défense doit être appréciée en fonction des circonstances spécifiques de chaque cas d'espèce (voir, en ce sens, arrêt du 25 octobre 2011, Solvay/Commission, C-110/10 P, Rec. p. 1-10439, point 63), notamment de la nature de l'acte en cause, du contexte de son adoption et des règles juridiques régissant la matière concernée (arrêt Commission e.a./Kadi, précité, point 102 et jurisprudence citée).

L'obligation de respecter les droits de la défense des destinataires de décisions qui affectent de manière sensible leurs intérêts pèse ainsi en principe sur les administrations des États membres lorsqu'elles prennent des mesures entrant dans le champ d'application du droit de l'Union. Lorsque, comme en l'espèce, ni les conditions dans lesquelles doit être assuré le respect des droits de la défense des ressortissants de pays tiers en situation irrégulière, ni les conséquences de la méconnaissance de ces droits ne sont fixées par le droit de l'Union, ces conditions et ces conséquences relèvent du droit national pour autant que les mesures arrêtées en ce sens sont du même ordre que celles dont bénéficient les particuliers dans des situations de droit national comparables (principe de l'équivalence) et qu'elles ne rendent pas en pratique impossible ou excessivement difficile l'exercice des droits conférés par l'ordre juridique de l'Union (principe d'effectivité) (voir en ce sens, notamment, arrêts du 18 décembre 2008, Sopropé, C-349/07, Rec. p. 1-10369, point 38, ainsi que du 19 mai 2011, Iaia e.a., C-452/09, Rec. p. 1-4043, point 16).

Pour autant, s'il est loisible aux États membres de permettre l'exercice des droits de la défense de ces ressortissants selon les mêmes modalités que celles retenues pour régir les situations internes, ces modalités doivent être conformes au droit de l'Union et, notamment, ne pas remettre en cause l'effet utile de la directive 2008/115.

C'est donc dans le contexte d'ensemble de la jurisprudence concernant le respect des droits de la défense et du système de la directive 2008/115 que les États membres, dans le cadre de leur autonomie procédurale, doivent, d'une part, déterminer les conditions dans lesquelles doit être assuré le respect du droit, pour les ressortissants de pays tiers en situation irrégulière, d'être entendus et, d'autre part, tirer les conséquences de la méconnaissance de ce droit.

La partie requérante n'a pas été entendu avant que cette décision soit prise à son encontre ;

La partie adverse fait preuve d'un manque de minutie et n'a pas correctement motivé sa décision au sens de l'article 62 visé au moyen ;

Il convient donc de suspendre la décision entreprise ;

Que la décision entreprise ne tient par ailleurs aucune compte des difficultés voire de l'impossibilité de quitter actuellement le territoire en raison de la pandémie mondiale liée à la Covid 19, ni ne fait montre de la moindre prise en considération de la situation sanitaire à Gaza dans le cadre de cette pandémie, cette situation n'étant même pas abordée ;

Elle entend faire également valoir la précarité nouvelle et accrue pouvant résulter de la crise économique liée à la pandémie du Covid 19 de par le monde.

Les frontières sont actuellement fermées la plupart du temps , ne permettant ni un départ de la Belgique , ni une entrée vers Gaza.

Elle entend également faire valoir la situation grave d'insécurité dans la bande de Gaza :

La partie requérante se trouve ainsi dans une situation de grave insécurité incompatible avec son droit à mener une vie décente ;

L'arrêt du Conseil n°219.546 rendu le 8 avril 2019, est notamment fondé sur les motifs suivants (traduction libre): « [...] 2.15.2 Il convient néanmoins de tenir également compte de la situation sécuritaire prévalant actuellement dans le Bande de Gaza. Il ressort des informations versées au dossier administratif (COI Focus "Territoires Palestiniens - Gaza. Situation sécuritaire", 5 décembre 2018) que la situation sécuritaire dans la bande de Gaza, depuis la prise de pouvoir du Hamas et du blocus israélien qui s'en est suivi, se caractérise par des affrontements à petite échelle entre les forces israéliennes et le Hamas, qui sont parfois interrompus par une escalade de violences à grande échelle. Le Hamas met Israël sous pression avec l'utilisation de missiles et de tirs de mortier pour faire en sorte que les restrictions à la liberté de mouvement soient réduites. Les forces israéliennes utilisent à leur tour leur puissance militaire et leur blocus pour forcer le Hamas à se calmer. Parfois, lorsque l'une des parties au conflit a franchi certaines limites, une escalade de violence brève mais intense se produit. Ce fut par exemple le cas en 2014 lorsque Israël a lancé l'opération militaire à grande échelle « opération bordure protégée ». En 2018, les Palestiniens ont été particulièrement touchés par les violences qui ont eu lieu lors des manifestations organisées dans le cadre de la "Grande Marche du Retour". Ces manifestations ont eu lieu du 30 mars au 15 mai 2018, et ce tous les vendredis. Des milliers de manifestants rassemblés dans des camps de tentes près de la frontière israélienne ont réclamé l'application du droit de retour des réfugiés palestiniens et ont dénoncé l'existence du blocus israélien. Ce mouvement, initialement spontané et apolitique, a été récupéré par le Hamas, qui a de plus en plus coordonné la tactique des manifestants, notamment des tirs de projectiles en feu sur le territoire israélien et l'utilisation d'explosifs pour casser la frontière. Les forces israéliennes ont essayé de réprimer par la

force ces manifestations, faisant de nombreuses victimes palestiniennes. Depuis début novembre 2018, le recours à la violence lors des manifestations a diminué. Le 11 novembre 2018, à la suite d'une opération infructueuse des forces israéliennes sur le territoire de Gaza, le Hamas a lancé une importante attaque à la roquette sur Israël. En représailles, Israël a procédé à l'incendie de plusieurs bâtiments liés au Hamas ou au Jihad islamique. A la suite de ces affrontements, le Hamas a annoncé un cessez-le-feu le 13 novembre 2018. Il ressort des informations disponibles au sujet des pays que du 1er janvier au 19 octobre 2018, 252 Palestiniens, civils et non civils, ont été victimes du conflit israélo-palestinien dans la bande de Gaza. La plupart d'entre eux ont été tués par les troupes israéliennes dans le cadre des manifestations. Vingt pour cent des victimes sont tombées à la suite d'attaques palestiniennes, de bombardements israéliens et de tentatives d'envahir Israël. La majorité des victimes étaient des personnes qui, armées ou non, tentaient de franchir la frontière israélienne. Il ressort du « COI Focus "Territoires palestiniens - Bande de Gaza. La situation sécuritaire en mars 2019 » du 1er avril 2019 que les violences entre Israël et le Hamas se sont à nouveau intensifiées après qu'une roquette « accidentellement » tirée de la bande de Gaza a frappé une maison près de Tel-Aviv. Sept personnes ont été blessées. Israël a immédiatement lancé la contre-attaque et a répondu par CCE x - Page 18 diverses attaques à la roquette, suivies par des armes palestiniennes. Selon le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR), les 25 et 26 mars 2019, des dizaines de bombardements israéliens ont eu lieu pendant douze heures et visaient différentes cibles dans la bande de Gaza. L'armée de l'air israélienne a tiré 66 missiles sur 34 cibles, y compris des bâtiments résidentiels et des installations civiles, car, selon l'armée, il s'agissait d'une cachette ou qui étaient situées à proximité du bureau des services de sécurité. Ainsi, cinq roquettes ont été tirées sur l'immeuble al-Ghazali, un complexe résidentiel de dix appartements, qui abritait également une compagnie d'assurance. Les bâtiments environnants ont également été endommagés. Huit roquettes ont été tirées sur un bâtiment de quatre étages avec des entrepôts loués par la sécurité intérieure du Hamas mais également par huit appartements. Le bâtiment a été complètement détruit et les bâtiments environnants ont été endommagés. Huit missiles ont complètement détruit le bureau du chef du bureau politique du Hamas et les maisons et installations environnantes ont été endommagées. Dans le port de Khan Younes, deux bateaux de la police maritime ont été détruits et six bateaux et filets de pêche ont été gravement endommagés. Les bombardements ont également visé des terres agricoles. Deux personnes ont été blessées à la suite de ces attentats. 70 personnes ont été forcées d'évacuer leurs maisons et sont sans abri. Grâce à la médiation égyptienne, les parties impliquées négocient depuis le 28 mars les conditions d'un cessez-le-feu. Cependant, le calme relatif a de nouveau été perturbé le 30 mars 2019, car cinq roquettes ont été tirées sur Israël. A cette date, des dizaines de milliers de Palestiniens ont également commémoré le premier anniversaire de la "Grande Marche du Retour". Selon le ministère palestinien de la Santé, quatre Palestiniens auraient été tués et 112 blessés lors d'incidents survenus le long de la frontière. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil considère qu'en raison de la persistance de la violence qui caractérise la bande de Gaza depuis la prise du pouvoir par le Hamas et l'installation du blocus israélien qui a suivi, les affrontements entre les forces armées israéliennes et le Hamas sont régulièrement interrompus par des escalades de violence de grande ampleur, comme cela s'est produit très récemment, et qu'Israël cible non seulement des cibles militaires mais aussi des cibles civiles, la violence et l'insécurité persistent, ainsi que les violations systématiques et continues des droits fondamentaux de l'homme qui constituent une grave atteinte à la dignité humaine et un traitement inhumain et dégradant pour la population civile à Gaza ;

A la lumière de ce qui précède, il faut considérer que, en l'espèce, le requérant, en tant que Palestinien de la bande de Gaza, se trouve personnellement dans une situation de grave insécurité, ce que résume du reste le « bilan » établi par Israël, à l'occasion de la fin de l'année 2020.

Bombarder 300 cibles équivaut à 300 attaques menées sur Gaza soit en moyenne 1 par jours, weekends exceptés.

Sur un territoire aussi limité que celui de Gaza, 365 km² s'étendant sur 41 km de long , avec une densité de population la plus forte du monde, 14 296 habitants au m² , cela permet d'affirmer que toute « cible » ébranle la quasi-totalité de la population survolée, semant la panique dans une majorité de la population, le point final d'impact n'étant pas connu de celle-ci. .

[...]"

2.2. Waar verzoekende partij de schending aanhaalt van de artikelen 74/14 van de vreemdelingenwet, 10, 11, 23 en 32 van de Grondwet alsook 4 en 14 van het EVRM, 6 en 9 van de richtlijn 2013/32/EU en 7 van de richtlijn 2005/85/EU laat zij na uiteen te zetten op welke wijze deze artikelen door de bestreden beslissing geschonden worden. Het enig middel is in de aangegeven mate dan ook onontvankelijk.

2.3. De Raad stelt voorts vast dat de motieven van de in hoofde van verzoekende partij genomen beslissing tot afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten op eenvoudige wijze in die beslissing

kan worden gelezen zodat verzoekende partij er kennis van heeft kunnen nemen en heeft kunnen nagaan of het zin heeft deze beslissing aan te vechten met de beroepsmogelijkheden waarover zij in rechte beschikt. Daarmee is aan de voornaamste doelstelling van de formele motiveringsplicht zoals deze voortvloeit uit artikel 62 van de vreemdelingenwet en de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen voldaan (cfr. RvS 5 februari 2007, nr. 167.477; RvS 31 oktober 2006, nr. 164.298).

2.4. Het zorgvuldigheidsbeginsel legt aan het bestuur de verplichting op haar beslissingen op een zorgvuldige wijze voor te bereiden en te steunen op een correcte feitenvinding.

2.5. Artikel 7, eerste lid, 1° van de vreemdelingenwet op grond waarvan de bestreden beslissing werd getroffen, luidt:

“Onverminderd meer voordelige bepalingen vervat in een internationaal verdrag, kan de minister of zijn gemachtigde of, in de in 1°, 2°, 5°, 9°, 11° of 12° bedoelde gevallen, moet de minister of zijn gemachtigde een bevel om het grondgebied binnen een bepaalde termijn te verlaten afgeven aan de vreemdeling die noch gemachtigd noch toegelaten is tot een verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk of om er zich te vestigen :

1° wanneer hij in het Rijk verblijft zonder houder te zijn van de bij artikel 2 vereiste documenten; (..)”

Verzoekende partij betwist niet dat zij thans in België verblijft zonder in bezit te zijn van een geldig visum. In dat geval moet de verwerende partij in beginsel overgaan tot het treffen van een verwijderingsmaatregel zoals in casu de bestreden beslissing.

Verzoekende partij betoogt in essentie niet gehoord te zijn geweest voor het treffen van de bestreden beslissing en dat er geen rekening werd gehouden met alle elementen inzake haar gezondheidstoestand en haar familiale situatie. Er blijkt evenmin dat rekening werd gehouden met de sanitaire crisis en met de socio-economische situatie in Gaza.

2.6. De Richtlijn 2008/115/EG van het Europees parlement en de Raad van 16 december 2008 over gemeenschappelijke normen en procedures in de lidstaten voor de terugkeer van onderdanen van derde landen die illegaal op hun grondgebied verblijven (hierna: de Terugkeerrichtlijn) werd omgezet in de Belgische rechtsorde door de wet van 19 januari 2012 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Na de omzetting van een richtlijn kunnen particulieren slechts op dienstige wijze een beroep doen op de bepalingen van een richtlijn indien de nationale omzettingsmaatregelen niet correct of toereikend zijn (HvJ 4 december 1997, C-253/96 tot en met C-258/96, Kampelmann, punt 42; zie tevens HvJ 3 december 1992, C-140/91, C141/91, C-278/91 en C-279/91, Suffritti, punt 13; RvS 2 april 2003, nr. 117.877). Te dezen toont verzoekende partij dit evenwel niet aan. Verzoekende partij kan de schending van de bepalingen van de richtlijn bijgevolg niet op ontvankelijke wijze aanvoeren.

2.7. Artikel 74/13 van de vreemdelingenwet luidt als volgt:

“Bij het nemen van een beslissing tot verwijdering houdt de minister of zijn gemachtigde rekening met het hoger belang van het kind, het gezins- en familieleven en de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan van een derde land.”

In zoverre verzoekende partij met haar betoog zou menen dat artikel 74/13 van de vreemdelingenwet een uitdrukkelijke motiveringsplicht inhoudt, kan zij niet worden gevolgd. Artikel 74/13 van de vreemdelingenwet bepaalt enkel dat rekening moet worden gehouden met het hoger belang van het kind, het gezins- en familieleven en de gezondheidstoestand van de betrokken vreemdeling doch houdt geen uitdrukkelijke motiveringsplicht in (cfr. RvS nr. 242.591 van 10 oktober 2018).

2.8. Het recht om te worden gehoord waarborgt dat eenieder in staat wordt gesteld naar behoren en daadwerkelijk zijn standpunt kenbaar te maken in het kader van een administratieve procedure en voordat een besluit wordt genomen dat zijn belangen op nadelige wijze kan beïnvloeden (zie HvJ 22 november 2012, C-277/11, M.M., § 87 en de aldaar aangehaalde rechtspraak).

Er wordt op gewezen dat luidens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie een schending van de rechten van de verdediging, in het bijzonder het hoorrecht, naar Unierecht pas tot

nietigverklaring van het na afloop van de administratieve procedure genomen besluit leidt, wanneer deze procedure zonder deze onregelmatigheid een andere afloop had kunnen hebben (HvJ 10 september 2013, C-383/13 PPU, M.G. e.a., § 38, met verwijzing naar de arresten van 14 februari 1990, Frankrijk/Commissie, C 301/87, Jurispr. blz. I 307, § 31; 5 oktober 2000, Duitsland/Commissie, C 288/96, Jurispr. blz. I 8237, § 101; 1 oktober 2009, Foshan Shunde Yongjian Housewares & Hardware/Raad, C 141/08 P, Jurispr. blz. I 9147, § 94, en 6 september 2012, Storck/BHIM, C 96/11 P, § 80). Om een dergelijke onregelmatigheid te constateren, dient de Raad aan de hand van de specifieke feitelijke en juridische omstandigheden van het geval na te gaan of er sprake is van een onregelmatigheid die het hoorrecht op zodanige wijze aantast dat de besluitvorming in kwestie een andere afloop had kunnen hebben, met name omdat verzoekende partij specifieke omstandigheden had kunnen aanvoeren die na een individueel onderzoek het al dan niet afgeven van een bevel om het grondgebied te verlaten hadden kunnen beïnvloeden (HvJ 10 september 2013, C-383/13 PPU, M.G. e.a., § 40).

2.9. Uit nazicht van het administratief dossier blijkt dat daarin zich een nota bevindt, opgesteld op 1 februari 2021, met als titel: “Evaluatie artikel 74/13” en waarin gesteld wordt:

“In het kader van Artikel 74/13 van de wet van 15 december 1980 “Bij het nemen van een beslissing tot verwijdering houdt de minister of zijn gemachtigde rekening met het hoger belang van het kind, het gezins- en familieleven en de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan van een derde land.” is de situatie bij het nemen van het bevel om het grondgebied te verlaten geëvalueerd. Deze evaluatie is gebaseerd op alle actueel in het dossier aanwezige elementen, met inbegrip van de verklaringen afgelegd tijdens het gehoor bij de Dienst Vreemdelingenzaken in het kader van het verzoek om internationale bescherming:

- Hoger belang van het kind : betrokkene verklaarde (gehoor DVZ dd.21/10/2019) ongehuwd te zijn. Betrokkene verklaarde ook geen in België of in een andere Lidstaat van de EU verblijvende minderjarige kinderen te hebben. Tot op heden blijkt hierin geen veranderingen in het administratief dossier van betrokkene.

- Gezins- en familieleven : betrokkene verklaarde (gehoor DVZ dd.21/10/2019) dat twee neven in België en vier neven in Zweden verblijven, maar zij maken geen deel uit van de gezinskern.

- Gezondheidstoestand : geen medische elementen in het dossier, geen medische attesten voorgelegd. Derhalve zijn er geen elementen die problemen opleveren voor het nemen van een bevel om het grondgebied te verlaten.”

Zoals duidelijk blijkt heeft de verwerende partij - in tegenstelling tot wat verzoekende partij voorhoudt - voor het treffen van de bestreden beslissing wel degelijk rekening gehouden met de elementen van artikel 74/13 van de vreemdelingenwet. Zo wijst de verwerende partij erop dat verzoekende partij geen minderjarige kinderen heeft, dat zij ook niet gehuwd is en dat de verwanten die in België en Zweden verblijven niet behoren tot de gezinskern van verzoekende partij. Verzoekende partij maakt met haar betoog niet aannemelijk dat deze bevindingen verkeerd zijn. Uit niets blijkt dat verzoekende partij een beschermenswaardig gezins- of familieleven heeft waarmee de verwerende partij onterecht geen rekening zou gehouden hebben.

Verzoekende partij betoogt thans wel dat zij zich in een fragiele psychologische toestand bevindt omwille van haar precare situatie, maar zoals de verwerende partij heeft vastgesteld blijkt uit geen enkel medisch stuk dat de gezondheidstoestand van verzoekende partij een terugkeer naar het herkomstland verhindert.

Verder wijst de Raad erop dat uit artikel 74/13 van de vreemdelingenwet geenszins blijkt dat de verwerende partij ook zou moeten rekening houden met de eventuele integratie van verzoekende partij.

Verzoekende partij maakt met haar betoog niet aannemelijk dat de verwerende partij enig pertinent gegeven in de zin van artikel 74/13 van de vreemdelingenwet veronachtzaamd heeft. Een schending van voormeld artikel wordt dan ook niet aannemelijk gemaakt.

2.10. Waar verzoekende partij verwijst naar haar pogingen tot integratie en lijkt te doelen op een privéleven in België waarmee geen rekening werd gehouden blijkt evenwel dat verzoekende partij zich pas sinds 29 juni 2019 op het Belgische grondgebied bevindt en zij slechts toegelaten was tot verblijf in afwachting van de behandeling van haar verzoek tot internationale bescherming, dat zijn beslag heeft gekend op 23 december 2020 waarbij de Raad de beslissing van de commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen van 6 maart 2020 tot weigering van de vluchtelingenstatus en weigering

van de subsidiaire beschermingsstatus heeft bevestigd. Verzoekende partij verbleef op het ogenblik van het treffen van de bestreden beslissing bijgevolg slechts één jaar en zeven maanden op het Belgische grondgebied. In casu kan niet worden vastgesteld dat de verzoekende partij op dergelijk korte tijd dat zij in België heeft verbleven voorafgaand aan het treffen van de thans bestreden beslissing, dermate intense sociale of andere contacten met en in de Belgische samenleving zou hebben ontplooid om te besluiten tot een schending van het recht op privéleven zoals vervat in artikel 8 van het EVRM. De Raad benadrukt dat de bescherming van het recht op privéleven in de zin van voormeld artikel zich pas opdringt wanneer een vreemdeling verregaande en sterke banden heeft opgebouwd in het gastland die gedurende een langere periode worden bestendigd zodanig dat deze vreemdeling op duurzame wijze lokaal verankerd is in de samenleving van het gastland. Dit blijkt in casu niet. Bovendien maakt de verzoekende partij geheel niet aannemelijk dat zij in haar herkomstland onmogelijk een privéleven zou kunnen hebben. Verzoekende partij maakt geen schending van artikel 8 EVRM aannemelijk.

2.11. Met haar betoog dat er geen rekening wordt gehouden met de pandemie die over heel de wereld heerst, en de impact ervan op haar land van herkomst, verliest de verzoekende partij uit het oog dat het aan haar toekomt om de aangevoerde schending van artikel 3 van het EVRM met concrete gegevens te onderbouwen. De verzoekende partij toont vooreerst niet aan dat zij door het coronavirus besmet is of symptomen heeft en een medische behandeling nodig heeft. Voorts maakt zij geenszins in concreto aannemelijk dat de nodige medische zorgen in geval van besmetting niet aanwezig zouden zijn in het land van herkomst. De Raad kan slechts vaststellen dat de verzoekende partij met haar betoog thans geen begin van bewijs naar voor brengt teneinde het lopen op een ernstig en reëel risico te worden blootgesteld aan foltering of mensonterende behandeling te staven. De Raad benadrukt verder dat de verzoekende partij met haar betoog geenszins aantoont dat het risico te worden blootgesteld aan ziekte ten gevolge van de huidige covid-19-pandemie, voortvloeit uit het nemen van de bestreden beslissing. Immers loopt de verzoekende partij ook in België, en in veel andere landen, hetzelfde risico. Er kan aldus niet gesteld worden dat de verzoekende partij door de tenuitvoerlegging van de bestreden beslissing een risico loopt op een behandeling strijdig met artikel 3 van het EVRM, nu zij het door haar vermelde risico eveneens loopt in geval de bestreden beslissing niet zou zijn genomen en zij niet bevolen werd het grondgebied te verlaten. De Raad herhaalt in dit verband dat de verzoekende partij met haar niet gestaafde en vage betoog over de impact van de pandemie op haar land van herkomst niet in concreto aantoont dat de nodige medische zorgen in geval van besmetting niet aanwezig zouden zijn in haar land van herkomst.

Bovendien maakt de verzoekende partij niet aannemelijk dat – wat betreft het verbod op niet-essentiële reizen – een terugkeer naar het land van herkomst beschouwd wordt als een niet-essentiële reis en derhalve verboden is.

Als de verzoekende partij evenwel meent dat het voor haar niet mogelijk is om binnen de aangeduide termijn gevolg te geven aan het bevel om het grondgebied te verlaten, staat het haar vrij op grond van artikel 74/14 van de vreemdelingenwet om humanitaire redenen een verlenging van de termijn om het grondgebied te verlaten aan te vragen.

2.12. Zoals voorts blijkt uit de motieven van de bestreden beslissing wijst de verwerende partij erop dat het verzoek tot internationale bescherming dat verzoekende partij in België had ingediend werd afgewezen. De Raad stelt vast dat verzoekende partij thans opnieuw verwijst naar de veiligheidssituatie in Gaza alsook de socio-economische situatie aldaar, maar zij gaat eraan voorbij dat de Raad in zijn arrest nr. 246 822 van 23 december 2020 als volgt geoordeeld heeft:

“9.2. Met betrekking tot de ernstige schade zoals bedoeld in artikel 48/4, § 2, a) van de Vreemdelingenwet, stelt de Raad verder vast dat verzoeker geen elementen aanbrengt op basis waarvan een reëel risico op de doodstraf of executie kan worden afgeleid. Ook uit de beschikbare landeninformatie blijkt niet dat hij een dergelijke risico loopt in Gaza.

9.3. Zoals gekend, vormt artikel 48/4, § 2, b) van de Vreemdelingenwet de omzetting van artikel 15, b) van richtlijn 2004/83/EU, daarna vervangen door richtlijn 2011/95/EU.

De ernstige schade bedoeld in artikel 48/4, § 2, b) van de Vreemdelingenwet heeft betrekking op “situaties waarin degene die om subsidiaire bescherming verzoekt, specifiek wordt blootgesteld aan het risico op een bepaald soort schade”, met name foltering of onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing (HvJ 17 februari 2009 (GK), Elgafaji, C-465/07, pt. 32).

Voormeld artikel stemt in wezen overeen met artikel 3 van het EVRM, dat bepaalt dat “Niemand mag worden onderworpen aan folteringen of aan onmenselijke of vernederende behandelingen of bestraffingen.” (HvJ 17 februari 2009 (GK), C-465/07, Elgafaji, pt. 28). Artikel 48/4, § 2, b) van de

Vreemdelingenwet moet dan ook worden geïnterpreteerd in het licht van de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (hierna: EHRM) met betrekking tot artikel 3 van het EVRM. Het EHRM hanteert een aantal algemene principes over de toepassing van artikel 3 van het EVRM in asielzaken (EHRM 26 augustus 2016, nr. 59166/12, J.K. e.a. v. Zweden, §§ 79-81). Zo stelt het Hof dat de gevreesde feiten ernstig en zwaarwichtig moeten zijn. De mishandeling moet een minimumniveau van ernst bereiken om binnen het toepassingsgebied van artikel 3 van het EVRM te vallen. De beoordeling hiervan is relatief en hangt af van de omstandigheden van de zaak (EHRM 23 maart 2016, nr. 43611/11, F.G. e.a. v. Zweden, §§ 111-112).

In het kader van artikel 3 van het EVRM, moeten de voorzienbare gevolgen van verwijdering van een persoon naar het land van bestemming worden onderzocht. Hier worden de persoonlijke omstandigheden van het betrokken individu in ogenschouw genomen alsmede de algemene omstandigheden en situatie in dat land. De loutere mogelijkheid van slechte behandelingen wegens een instabiele situatie in een land, leidt op zich niet tot een inbreuk op artikel 3 van het EVRM. Verder heeft het Hof ook geoordeeld dat, wanneer de bronnen waarover het beschikt een algemene situatie beschrijven, de specifieke beweringen van een verzoekende partij moeten worden gestaafd door andere bewijselementen (EHRM 28 februari 2008, nr. 13229/03, Saadi v. Italië, § 130-131).

De beoordeling of er sprake is van een reëel risico moet gebeuren op basis van alle relevante factoren die het risico op mishandeling kunnen verhogen. Waar individuele factoren afzonderlijk bekeken niet leiden tot het vaststellen van een reëel risico, kunnen deze individuele factoren wanneer ze cumulatief worden beoordeeld en overwogen in het licht van een situatie van algemeen geweld aanleiding geven tot het vaststellen van een reëel risico (EHRM 17 juli 2008, nr. 25904/07, NA v. Verenigd Koninkrijk, par. 130). Indien de betrokken persoon behoort tot een groep die systematisch wordt onderworpen aan mishandeling, is het in beginsel niet noodzakelijk om een bewijs van persoonlijke risicofactoren te overleggen (EHRM 28 februari 2008, Saadi v. Italië, § 132).

9.4. De Raad benadrukt dat bij de beoordeling van een mogelijke nood aan subsidiaire bescherming in hoofde van verzoeker rekening moet worden gehouden met de eigenheid van de situatie in de Gazastrook, die niet alleen het gevolg is van het Israëlisch-Palestijnse conflict doch tevens van het politiek conflict tussen Hamas – door verschillende landen beschouwd als een terroristische groepering – en de Palestijnse Autoriteit/Fatah, ten gevolge waarvan Israël, sinds Hamas in juni 2007 de macht heeft gegrepen in Gaza, tot op heden de blokkade van de Gazastrook in stand houdt en de landsgrenzen van Gaza worden gecontroleerd door respectievelijk de Israëlische en Egyptische autoriteiten. Het gevolg hiervan is dat Gazanen zowel wat hun bewegingsvrijheid betreft, met name de mogelijkheid om Gaza in en uit te reizen, als wat betreft de mogelijkheid om te voorzien in hun elementaire levensbehoeften, volledig afhankelijk zijn van de goodwill van Israël en Egypte. De humanitaire omstandigheden in Gaza, de diepe economische crisis en energiecrisis kunnen dan ook niet los hiervan worden gezien. Ook de negatieve impact van de spanningen tussen de agerende actoren (Hamas en Palestijnse Autoriteit/Fatah) in de regio op de humanitaire en socio-economische situatie in Gaza en het feit dat bij verschillende militaire operaties cruciale civiele infrastructuur werd vernietigd, mag hierbij niet uit het oog worden verloren.

9.5. De verwerende partij en de Raad betwisten noch ontkennen dat de algemene situatie en de leefomstandigheden in de Gazastrook erbarmelijk kunnen zijn. Dat de socio-economische situatie in Gaza (mede) wordt veroorzaakt door het Israëlisch-Palestijns conflict wordt niet betwist. De Raad is zich ervan bewust dat de jarenlange blokkade door Israël, ‘Operatie Beschermde Rand’ in 2014, de vernietiging van de tunnels door de Egyptische en Israëlische autoriteiten en de versterking van de blokkade door de Egyptische autoriteiten een enorme impact hebben (gehad) op de humanitaire omstandigheden in de Gazastrook.

Een reëel risico op het lijden van ernstige schade zoals bepaald in artikel 48/4, §2, b) van de Vreemdelingenwet moet evenwel individueel worden aangetoond zodat verzoeker zich niet kan beperken tot het louter verwijzen naar de algemene humanitaire en socio-economische situatie in Gaza maar concreet aannemelijk dient te maken dat hij bij een terugkeer naar de Gazastrook een reëel risico loopt op een onmenselijke of vernederende behandeling.

Uit de COI Focus ‘Territoires Palestiniens – Gaza. Classes sociales supérieures’ van 19 december 2018 blijkt immers dat de Palestijnse gemeenschap in de Gazastrook niet egalitair is, dat een groot deel van de bevolking weliswaar vecht om te overleven, maar dat niet elke persoon in de Gazastrook in preciaire omstandigheden leeft. Uit deze informatie blijkt dat Gazanen die voldoende financiële middelen hebben beschikken over een generator of zonnepanelen waardoor ze 24/24u toegang hebben tot elektriciteit. Goed bemiddelde Gazanen hebben bovendien een wagen, nuttigen hun maaltijden in de talrijke restaurants, of doen hun boodschappen in één van de twee winkelcentra gelegen in de gegoede wijken van Gaza. Uit de beschikbare informatie blijkt aldus dat de financiële middelen waarover een Gizaanse familie beschikt in grote mate bepalen hoe deze familie de gevolgen van de Israëlische blokkade en het politiek conflict tussen de Palestijnse Autoriteit en Hamas kan opvangen. Zonder de socio-economische

en humanitaire situatie in Gaza te willen minimaliseren, kan aldus niet worden gesteld dat alle inwoners van de Gazastrook wegens de algemene humanitaire situatie of de levensomstandigheden aldaar een reëel risico lopen op het lijden van ernstige schade zoals bepaald in artikel 48/4, §2, b) van de Vreemdelingenwet.

Bijgevolg moet de verzoekende partij aantonen dat haar persoonlijke socio-economische situatie dient te worden bestempeld als een onmenselijke of vernederende behandeling in de zin van artikel 3 van het EVRM. Er geldt hierbij een hoge drempel alvorens artikel 3 van het EVRM geschonden kan worden geacht. Deze drempel wordt bereikt wanneer verzoekers persoonlijke levensomstandigheden in de Gazastrook dermate precair zijn dat hij in een situatie van extreme armoede zal belanden die wordt gekenmerkt door de onmogelijkheid om te voorzien in zijn elementaire levensbehoeften zoals voedsel, hygiëne en huisvesting.

Uit verzoekers verklaringen blijkt echter dat zijn individuele situatie in de Gazastrook behoorlijk is in het licht van de plaatselijke context. Er wordt dienaangaande in de bestreden beslissing terecht aangehaald als volgt: "Zo heeft u zich in het verleden nooit in een precaire situatie bevonden. Vooreerst dient aangestipt te worden dat u in het verleden in staat bleek om te werken. Zo werkte u toen u jong was als arbeider bij een bedrijf van cementmolens. Na uw studies verrichte u ook enkele opdrachten als webmaster. Van 01 augustus 2015 tot november 2017 werkte u als beheerder van magazijnen. Van 2010 tot uw vertrek werkte u eveneens op een kippenboerderij (CGVS, p. 8). Uw vader verhuurt soms verschillende kippenboerderijen en werkt eveneens als privéchauffeur voor de vrouwen van de familie (CGVS, p. 6 en 8). Uw broer M. (...) is ambtenaar bij de autoriteit van Ramallah en uw broer werkt als boekhouder bij een privébedrijf (CGVS, p. 8). Het huis waarin u woonde, is eigendom van de familie. Toen dit beschadigd werd, als gevolg van de oorlog van 2014, bleek uw vader in staat om de herstellingskosten zelf te bekostigen (CGVS, p. 5). Daarnaast hebt u drie kippenboerderijen die, zoals hierboven staat aangegeven, soms worden verhuurd door uw vader (CGVS, p. 5-6). U had toegang tot drinkbaar water door dit te kopen van filterstations en dit op te slaan in een plastieken tank. Elektriciteitsonderbrekingen ving u op door te werken met ledlampen die aangesloten zijn op batterijen of door gaslampen. U kon bij onderbrekingen ook terecht bij uw familie die een elektriciteitsgenerator had (CGVS, p. 6). Uw reiskosten bedroegen 13.000 euro. Van dat bedrag kon u via uw spaargeld 5.800 dollar zelf bekostigen (CGVS, p. 7)."

Met "behoorlijk" wordt in casu bedoeld dat uit de verklaringen van de verzoekende partij over haar persoonlijke situatie niet blijkt dat zij in een situatie van extreme armoede zal belanden waardoor zij onmogelijk kan voorzien in haar elementaire levensbehoeften op het gebied van voeding, hygiëne en huisvesting.

In het verzoekschrift laat de verzoekende partij deze pertinente motieven geheel onverlet. In haar ter terechtzitting neergelegde aanvullende nota voert de verzoekende partij aan dat zij geen werk meer gaat vinden in de Gazastrook. De Raad wijst erop dat de mogelijkheid van het indienen van een aanvullende nota tot doel heeft de Raad op de hoogte te stellen van nieuwe elementen die na het nemen van de bestreden beslissing naar voor komen en niet om lacunes in het verzoekschrift op te vullen.

Uit verzoekers verklaringen over zijn persoonlijke situatie volgt derhalve niet dat hij bij terugkeer naar Gaza in een situatie van extreme armoede zal belanden waardoor hij onmogelijk kan voorzien in zijn elementaire levensbehoeften op het gebied van voeding, hygiëne en huisvesting. Zonder de socioeconomische situatie in Gaza te willen minimaliseren, kan de Raad dan ook slechts vaststellen dat de verzoekende partij woont in een woning die eigendom is van de familie, dat de verzoekende partij werkervaring heeft in verschillende sectoren, dat haar vader soms verschillende kippenboerderijen verhuurt, één broer werkt voor de Palestijnse autoriteiten en een andere broer als boekhouder voor een privébedrijf en dat de verzoekende partij toegang tot drinkbaar water en elektriciteit heeft. De verzoekende partij laat na aan te tonen dat de financiële situatie van haar familie zodanig is gewijzigd dat zij de verzoekende partij niet meer zouden kunnen ondersteunen bij een terugkeer naar Gaza.

Aangezien er geen geloof wordt gehecht aan de door de verzoekende partij aangehaalde problemen met Hamas, kunnen fricties met Hamas geen aanleiding vormen om te veronderstellen dat de verzoekende partij niet aan een job zal kunnen geraken bij terugkeer naar Gaza. Uit de informatie die de verzoekende partij aan haar aanvullende nota voegt, blijkt inderdaad dat de werkloosheidsgraad in Gaza toegenomen is, maar op basis van deze informatie kan, gelet op haar profiel en werkervaring, niet redelijkerwijze afgeleid worden dat zij in Gaza geen kans op tewerkstelling maakt. De verzoekende partij brengt met het louter verwijzen naar de algemene socio-economische situatie in de Gazastrook geen concrete, op haar persoon betrokken feiten en elementen aan die een ander licht kunnen werpen op de evaluatie van haar persoonlijke levensomstandigheden aldaar. Er kan dan ook niet worden vastgesteld dat er in haar hoofde concrete en ernstige problemen van socio-economische aard bestaan waardoor zij bij terugkeer naar Gaza zal worden blootgesteld aan een onmenselijke of vernederende behandeling.

In zoverre de verzoekende partij in haar aanvullende nota verwijst naar algemene informatie over de impact van de COVID-19-pandemie op de socio-economische situatie in Gaza, blijft zij in gebreke in concreto aannemelijk te maken dat zij persoonlijk het risico loopt om in onmenselijke of vernederende omstandigheden terecht te komen. Ten overvloede herhaalt de Raad nog dat de pandemie ten gevolge van het coronavirus niet uitgaat van of veroorzaakt wordt door een van de actoren uit artikel 48/5, § 1 van de Vreemdelingenwet, zodat een van de essentiële voorwaarden voor het toekennen van internationale bescherming, met name de identificatie van de actor van vervolging of de veroorzaker van de ernstige schade en tegen wie dus bescherming nodig is, niet vervuld is (cf. RvS 14 augustus 2020, nr. 13.847(c)).

Waar de verzoekende partij in de aanvullende nota een betoog ontwikkelt omtrent UNRWA en aangeeft dat UNRWA een financiële crisis kent, wijst de Raad erop dat de verzoekende partij niet bij UNRWA geregistreerd is en evenmin beroep deed op bijstand van UNRWA. Bijgevolg is het betoog van de verzoekende partij niet dienstig.

In acht genomen het geheel van wat voorafgaat, oordeelt de commissaris-generaal dan ook op goede gronden dat nergens uit verzoekers verklaringen kan worden afgeleid dat er in zijn hoofde concrete en ernstige problemen van socio-economische of medische aard bestaan die ertoe geleid hebben dat hij de Gazastrook diende te verlaten of die ertoe leiden dat hij niet naar de Gazastrook zou kunnen terugkeren. De verzoekende partij brengt met de loutere verwijzing naar de algemen socioeconomische en humanitaire situatie in Gaza evenmin afdoende concrete elementen aan waaruit zou blijken dat de algemene situatie in de Gazastrook van die aard is dat zij in geval van terugkeer naar Gaza persoonlijk een bijzonder risico op een 'onmenselijke en vernederende behandeling' loopt.

Bijgevolg kan niet worden aangenomen dat de verzoekende partij de Gazastrook verlaten heeft of er niet naar kan terugkeren omwille van een reëel risico op het lijden van ernstige schade in de zin van artikel 48/4, § 2, b) van de Vreemdelingenwet.

9.6. De Raad oordeelt dat het al dan niet open zijn en de toegankelijkheid van de grensovergang in Rafah een uitermate wezenlijk element uitmaakt in de beoordeling van het toekennen van een internationale beschermingsstatus aan Gazanen en dat dit element dient te worden betrokken bij de beoordeling van het reële risico op ernstige schade zoals bedoeld in artikel 48/4, § 2, b) van de Vreemdelingenwet.

Voor wat betreft de terugkeermogelijkheden voor Palestijnen naar Gaza blijkt uit de COI Focus 'Territoires Palestiniens. Retour dans la bande de Gaza' van 9 september 2019 en de COI Focus 'Palestine. Retour dans la Bande de Gaza' van 3 september 2020 vooreerst dat Palestijnen afkomstig uit de Gazastrook, na een verblijf in het buitenland, kunnen terugkeren naar dit gebied, en dit ongeacht of zij al dan niet geregistreerd zijn bij UNRWA. De procedure is weliswaar gemakkelijker voor personen in het bezit van hun Palestijns paspoort, maar zelfs indien men niet zou beschikken over dit document, kan men door het invullen van een aanvraagformulier en het indienen van een kopie van het verblijfsdocument in België op relatief korte tijd een Palestijns paspoort verkrijgen van de Palestijnse minister van Binnenlandse Zaken, via de Palestijnse missie in Brussel. Het feit dat men niet in het bezit is van een Palestijnse identiteitskaart vormt op zich geen hinderpaal bij het verwerven van een Palestijns paspoort. Het is voldoende dat men beschikt over een identiteitskaartnummer. Het feit Gaza illegaal te hebben verlaten of internationale bescherming in België te hebben aangevraagd, vormt dan ook geen hindernis voor het uitreiken van het paspoort. Hamas komt niet tussenbeide in de uitreikingsprocedure van het paspoort, die alleen tot de bevoegdheid van de Palestijnse Autoriteit in Ramallah behoort.

De verzoekende partij betwist niet dat zij omwille van documentaire redenen niet in de mogelijkheid is om terug te keren naar de Gazastrook.

Om toegang te krijgen tot de Gazastrook moet men zich naar het noorden van Egypte begeven, meer bepaald naar de stad Rafah gelegen op het schiereiland Sinai, waar zich de enige grensovergang tussen Egypte en de Gazastrook bevindt. Daar waar men voorheen een transitvisum diende aan te vragen bij de Egyptische ambassade in Brussel, is dit heden niet langer vereist. De Egyptische autoriteiten hebben de nationale luchtvaartmaatschappij Egyptair gemachtigd om Palestijnen die in het bezit zijn van een Palestijns paspoort in te schepen, op voorwaarde dat de grensovergang in Rafah open is. Onder deze voorwaarden kan elke Palestijn die wil terugkeren naar Gaza dit doen zonder specifieke tussenkomst van zijn ambassade of van elke andere organisatie. In Caïro voorziet de Palestijnse ambassade in Egypte pendelbussen die de reiziger vervolgens rechtstreeks naar de grensovergang vervoeren.

De opening van de grensovergang in Rafah wordt mede bepaald door de veiligheidssituatie in het noorden van Sinai. De weg naar Rafah doorkruist dit gebied, waar extremistische groeperingen, voornamelijk Wilayat Sinai, regelmatig aanslagen plegen. Uit de beschikbare informatie (cf. COI Focus 'Palestine. Retour dans la Bande de Gaza' van 3 september 2020, en meer in het bijzonder hoofdstuk 2 getiteld 'Situation sécuritaire dans le Sinai Nord') blijkt dat het doelwit van deze aanslagen de in de regio

aanwezige politie en het leger zijn. De Wilayat Sinaiï maakt bij het uitvoeren van terreuraanslagen gebruik van beryumbommen gericht tegen militaire voertuigen, en het neerschieten van militairen, politieagenten, en personen die worden verdacht van actieve medewerking met de militaire en politionele autoriteiten. Voorts voeren zij guerrilla-aanvallen uit op checkpoints, militaire gebouwen en kazernes.

Het Egyptische leger en de politie reageren op hun beurt door bombardementen en luchtaanvallen uit te voeren op schuilplaatsen van jihadistische terroristen en door grootscheepse razzia's uit te voeren waarbij het vaak tot gevechten komt. Bij dergelijke confrontaties hebben al honderden rebellen het leven gelaten. Niettegenstaande beide strijdende partijen beweren dat zij de moeite doen om in de mate van het mogelijke de plaatselijke burgerbevolking te ontzien, zijn hierbij ook burgerslachtoffers te betreuren. Uit de beschikbare informatie komt echter duidelijk naar voren dat Palestijnen uit de Gazastrook, die reizen naar of terugkeren uit Egypte, niet worden gevisieerd, noch het slachtoffer zijn geweest van aanslagen gepleegd door de gewapende groeperingen actief in de regio.

Sinds februari 2018 hebben de Egyptische autoriteiten een omvangrijke antiterroristische operatie uitgevoerd, bekend als 'Operatie Sinaiï 2018', die tot op heden nog niet officieel is afgesloten. In 2019 en 2020 bleven militanten zich richten op leden van de Egyptische veiligheidsdiensten (militairen, dienstplichtigen, politie, ...) en op mensen die worden geacht samen te werken met de regering (arbeiders, leiders en leden van aan de regering gelieerde stammen) door middel van gewapende aanvallen, zelfmoordaanslagen, moorden en ontvoeringen. Burgers werden gevisieerd omdat ze ervan werden verdacht samen te werken met de veiligheidsdiensten en zijn soms het slachtoffer van het geweld dat is gelieerd aan de aanvallen door jihadistische groeperingen op de veiligheidsdiensten of dat het gevolg is van fouten van de Egyptische veiligheidstroepen. Sinds medio 2019 is het geweld afkomstig van de Wilayat Sinaiï verschoven naar Bir el-Abed, gelegen in het westen van de provincie.

De dodelijkste aanval in 2020 vond plaats op 21 juli en was gericht tegen een Egyptisch legerkamp en een checkpoint ten westen van de stad. Militanten kregen voet aan de grond in vier naburige dorpen, waardoor de dorpelingen op de vlucht sloegen. De aanval was tegelijkertijd de grootste aanval van de Wilayat Sinaiï tegen het Egyptische leger in de afgelopen jaren.

De noodtoestand werd op 27 juli 2020 andermaal verlengd voor een periode van 3 maanden, en in bepaalde zones van Sinaiï geldt een nachtelijk uitgaansverbod. De verscherpte veiligheidsmaatregelen hebben een enorme impact op het dagelijkse leven van de plaatselijke bevolking, van wie de bewegingsvrijheid beperkt wordt.

Er is in de Sinaiï in Egypte echter actueel geen sprake van een uitzonderlijke situatie waarbij de mate van het willekeurig geweld waardoor die confrontaties worden gekenmerkt dermate hoog is dat zwaarwegende gronden bestaan om aan te nemen dat burgers louter door hun aanwezigheid aldaar een reëel risico lopen op een ernstige bedreiging van hun leven of hun persoon. Bijgevolg kan er niet worden besloten dat Gazanen, die enkel door het gebied moeten reizen, om die reden niet zouden kunnen terugkeren naar de Gazastrook.

Een van de factoren die de organisatie van pendelbussen bemoeilijkt is het implementeren van de nodige veiligheidsmaatregelen voor een veilig transport naar de Gazastrook, aangezien dit afhankelijk is van de veiligheidssituatie in de Sinaiï. Maar ook andere, puur praktische factoren hebben een invloed op de organisatie van het busvervoer (bijvoorbeeld: de pendelbus vertrekt pas als deze volzet is).

Bovendien merkt de Raad op dat uit de beschikbare informatie weliswaar blijkt dat de Egyptische politie het doelwit is van extremistische organisaties actief in de Sinaiï, doch hieruit niet blijkt dat de politie die deze pendelbussen begeleidt of deze bussen zelf reeds zouden zijn gevisieerd door jihadistische milities, en dit terwijl er tegelijkertijd sprake is van een duidelijke toename van het aantal terugkeerders naar Gaza via de grensovergang van Rafah. Aldus kan er worden gesteld dat deze terugkeer op een voldoende veilige manier plaatsvindt, aangezien de Egyptische autoriteiten gepaste middelen voorzien om een beveiligde terugkeer naar Gaza te garanderen.

De verzoekende partij brengt in het verzoekschrift geen elementen bij waaruit kan blijken dat de informatie waarover de verwerende partij beschikt niet correct dan wel niet actueel zou zijn dan wel tot een andere beoordeling kan leiden. De argumentatie in het verzoekschrift en de verschillende rapporten en persartikels waarnaar wordt verwezen zijn niet van die aard om de voorafgaande grondige analyse van de mogelijkheid tot terugkeer naar Gaza, inclusief de veiligheidssituatie in de Sinaiï, in een ander daglicht te plaatsen. Dat er zich in de Sinaiï nog veiligheidsincidenten en terreuraanslagen voordoen wordt in het voorgaande niet betwist en terdege in rekening gebracht. Nergens uit de door de verzoekende partij aangehaalde informatie kan echter blijken dat de politie die de pendelbussen tussen Cairo en Rafah begeleidt of deze bussen zelf reeds het slachtoffer zouden zijn geweest van aanslagen gepleegd door de gewapende groeperingen actief in de regio.

Informatie over de openingsdagen van de grenspost in Rafah is beschikbaar in de media en circuleert op sociale netwerken. Daarenboven blijkt dat er weliswaar beperkingen op de grensovergang van Rafah

kunnen worden toegepast op de inwoners van de Gazastrook die Gaza willen verlaten (en dus naar Egypte willen gaan), doch dat er tegelijkertijd geen enkele beperking van toepassing is op personen die willen terugkeren naar Gaza, behalve het bezit van een geldig paspoort. Bovendien blijkt uit de beschikbare informatie dat wanneer de grensovergang wordt geopend, duizenden Palestijnen van de gelegenheid gebruik maken om de Gazastrook in en uit te reizen. In de praktijk is de grensovergang in Rafah sinds mei 2018 en begin 2020 vrijwel onafgebroken open gebleven, en dit 5 dagen per week zondag tot en met donderdag) met uitzondering van feestdagen en speciale gelegenheden. Dit is de langste periode dat de grensovergang doorlopend is geopend sinds september 2014, toen deze werd afgesloten.

De beslissing van de Palestijnse Autoriteit om op 6 januari 2019, naar aanleiding van de nieuwe hoogoplopende spanningen tussen Fatah en Hamas, zijn personeel terug te trekken van de grensovergang in Rafah heeft ertoe geleid dat deze sindsdien, net zoals dat het geval was in de periode juni 2007 tot en met november 2017, enkel wordt bemand door Hamas. Indien er op een bepaald ogenblik werd gevreesd dat de situatie aan de grensovergang in Rafah achteruit zou gaan, blijkt duidelijk uit de informatie toegevoegd aan het administratief dossier dat dit niet het geval is geweest. De grensovergang bleef immers, na de terugtrekking van de Palestijnse Autoriteit op 7 januari 2019, voortdurend 5 dagen per week geopend in de richting van terugkeer naar de Gazastrook.

Als gevolg van maatregelen ter bestrijding van de coronapandemie werd de grensovergang bij Rafah op 26 maart 2020 gesloten. Hij werd vervolgens heropend van 13 tot 16 april 2020, van 12 tot 14 mei 2020 en van 11 tot 13 augustus 2020, waardoor duizenden Palestijnen konden terugkeren. Op 24 augustus 2020 werd, na een toename van het aantal besmettingen met COVID-19, de noodtoestand afgekondigd en gedurende 48 uren een lockdown opgelegd. Deze werd nadien met 5 dagen verlengd. In Egypte zijn de luchthavens na een opschorting van internationale vluchten op 1 juli 2020 heropend en moeten reizigers, ongeacht hun nationaliteit, een negatieve test voorleggen voordat ze aan boord gaan.

Verder dient te worden opgemerkt dat verschillende landen nationale lockdowns hebben afgekondigd en hun grenzen tijdelijk hebben gesloten in een poging om de verspreiding van virus te stoppen. De maatregelen die worden getroffen door de Egyptische en Palestijnse autoriteiten teneinde de verspreiding van COVID-19 tegen te gaan liggen in lijn met de maatregelen die wereldwijd worden getroffen om de coronapandemie in te dammen. Het gaat dus om specifieke maatregelen die kaderen binnen een welbepaalde doelstelling en bijgevolg tijdelijk van aard zijn. Deze sluiting van de grenzen is strikt verbonden aan een uitzonderlijke gezondheidssituatie die volledig losstaat van enig politiek motief.

Er kan dan ook niet worden gesteld dat de grensovergang in Rafah definitief is gesloten en een terugkeer naar de Gazastrook onmogelijk blijft. De verzoekende partij brengt ook geen enkel bewijs aan dat zij op dit moment voor een lange tijd wordt geconfronteerd met de absolute onmogelijkheid om terug te keren naar de Gazastrook als gevolg van de COVID-19-pandemie.

Ten overvloede benadrukt de Raad nog dat de COVID-19-pandemie niet afkomstig is van een van de actoren bedoeld in artikel 48/5, § 1 van de Vreemdelingenwet, noch door een van hen wordt veroorzaakt, zodat een van de essentiële criteria voor het verlenen van internationale bescherming, namelijk de identificatie van een actor die aan de oorsprong ligt van de inbreuk en waartegen bescherming is vereist, ontbreekt.

Uit de informatie bijgebracht door de verwerende partij, blijkt verder niet dat afgewezen verzoekers die terugkeren naar de Gazastrook louter omwille van hun verblijf in het buitenland, dan wel omwille van het indienen van een verzoek om internationale bescherming, een reëel risico lopen om te worden blootgesteld aan foltering of onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing. Zo niet kan worden uitgesloten dat verzoeker bij een terugkeer naar de Gazastrook mogelijk zal worden ondervraagd over zijn activiteiten in het buitenland en de redenen waarom hij de Gazastrook heeft verlaten, dan wel ernaar terugkeert, kan hieruit op zich evenwel geen reëel risico op het lijden van ernstige schade worden afgeleid. Dit wordt bevestigd door het feit dat Fedasil heeft deelgenomen aan de begeleiding van verschillende personen die vrijwillig zijn teruggekeerd naar Gaza, zowel in 2019 als in 2020, en dat indien er gevallen werden gerapporteerd waarbij personen enkele uren werden vastgehouden op de luchthaven in Caïro, de feedback die werd gegeven door de teruggekeerde Palestijnen niet van die aard is om te besluiten dat men, in Caïro of Rafah, werd blootgesteld aan een onmenselijke of vernederende behandeling louter omwille van een terugkeer na een verblijf in Europa.

Zo leest de Raad in de COI Focus 'Territoires Palestiniens. Retour dans la bande de Gaza' van 9 september 2019 en in de COI Focus 'Palestine. Retour dans la Bande de Gaza' van 3 september 2020 dat Fedasil de vrijwillige terugkeer naar Gaza regelt. Voor vertrek worden kandidaat-terugkeerders uitvoerig geïnformeerd over de procedure en mogelijke problemen. Na aankomst tracht Fedasil contact te houden en feedback te vragen. Terugkeerders reizen van Brussel naar Caïro met een vlucht van Egyptair. In enkele gevallen was er sprake van kortstondige (enkele uren) vasthouding op de luchthaven in Caïro. Vanuit Caïro reizen de Palestijnen verder naar Rafah met een shuttlebus. De shuttlebus wordt dikwijls tegengehouden door de Egyptische autoriteiten, iedereen wordt dan gecontroleerd en dit zorgt

vaak voor langdurig oponthoud. Fedasil stelt geen weet te hebben van problemen aan de grensovergang. Het agentschap benadrukt dat wel nauwgezet moet worden opgevolgd wanneer de grens open is en dat de vertrekken hierop moeten worden afgestemd, tevens in akkoord met Egyptair. Uit deze informatie blijkt voorts dat Fedasil in het jaar 2019 reeds de vrijwillige terugkeer van 24 Gazanen heeft georganiseerd (tegenover 11 voor het hele jaar 2018 en 1 in het jaar 2017).

Ook de verwerende partij houdt de situatie in Gaza al vele jaren nauwlettend en continu in het oog via haar documentatie- en onderzoeksdienst. De grenspost in Rafah wordt aan Palestijnse zijde al jarenlang enkel door Hamas gecontroleerd. Indien er ernstige, aangetoonde en terugkerende problemen waren geweest met de manier waarop Hamas Palestijnen die in Europa hadden verbleven behandelde, zou dit ongetwijfeld zijn gemeld door de talrijke instellingen, organisaties, en instanties die de situatie in de Gazastrook nauwlettend in het oog houden. De raadpleging van de diverse bronnen beschikbaar in het rechtsplegingsdossier levert evenwel geen enkele aanwijzing op dat Hamas Palestijnen die terugkeerden naar de Gazastrook, louter omwille van een verblijf in Europa of omwille van het indienen van een verzoek om internationale bescherming, heeft gefolterd of onmenselijk of vernederend heeft behandeld. Actueel maken verschillende onafhankelijke, betrouwbare en objectieve bronnen evenmin melding van dergelijke problemen.

De verzoekende partij brengt geen informatie aan waaruit het tegendeel blijkt. Evenmin blijkt uit haar verklaringen dat zij voor haar komst naar België in de specifieke negatieve aandacht van Hamas stond. Aan de door haar voorgehouden problemen met Hamas kan immers geen geloof worden gehecht. Er kan dan ook redelijkerwijs van worden uitgegaan dat Hamas de verzoekende partij niet zal viseren bij een terugkeer naar de Gazastrook. De verzoekende partij heeft derhalve niet aangetoond dat er, omwille van de omstandigheden bij een terugkeer via de grenspost te Rafah, voor haar een reëel risico bestaat op het lijden van ernstige schade in de zin van artikel 48/4, §2, b) van de Vreemdelingenwet.

In acht genomen het geheel van wat voorafgaat, kan de Raad in casu niet anders dan besluiten dat een terugkeer naar Gaza via de Sinai en de grensovergang in Rafah actueel mogelijk is en dat er op dit ogenblik geen praktische en veiligheidsbarrières zijn die een terugkeer van de verzoekende partij naar Gaza belemmeren. De verzoekende partij brengt geen informatie bij waaruit het tegendeel blijkt.

9.7. De Raad stipt aan dat hij bij de beoordeling van ernstige schade, zoals bedoeld in artikel 48/4, § 2, c) van de Vreemdelingenwet een alomvattende benadering hanteert waarbij in de risicoanalyse rekening wordt gehouden met alle vormen van geweld en andere indicatoren die in deze van belang kunnen zijn. Gelet op deze alomvattende benadering, oordeelt de Raad de feitelijke voorliggende situatie op ex nunc basis als volgt.

Uit de COI Focus 'Territoires Palestiniens – Gaza. Situation sécuritaire' van 6 maart 2020 blijkt dat de veiligheidssituatie in de Gazastrook, sinds de machtsvername van Hamas in 2007 en de daaropvolgende installatie van de Israëlische blokkade, wordt gekenmerkt door kleinschalige schermutselingen tussen de Israëlische strijdkrachten en Hamas, die af en toe worden onderbroken door escalaties van grootschalig geweld. Hamas zet Israël onder druk door het gebruik van raketten en mortievuur om te bewerkstelligen dat de beperkingen op de bewegingsvrijheid worden terugschroefd. De Israëlische strijdkrachten gebruiken op hun beurt hun militaire macht en de blokkade om Hamas te dwingen tot kalmte. Af en toe, wanneer één van de partijen in het conflict bepaalde grenzen heeft overschreden, komt het tot een korte maar intense escalatie van geweld. Dit was bijvoorbeeld het geval in 2014 toen Israël er de grootschalige militaire 'Operatie Beschermde Rand' startte, de meest verwoestende operatie in de Gazastrook sinds 2007.

Ook meer recent konden dergelijke escalaties van geweld worden vastgesteld. Op 12 en 13 november 2018, na een mislukte operatie van Israëlische troepen op het grondgebied van Gaza, lanceerde Hamas een zware raketaanval op Israël. Als vergelding ging Israël over tot het bombarderen van zo'n 150 doelen gelinkt aan Hamas of de Islamitische Jihad. Dankzij bemiddeling van Egypte werd op 13 november 2018 een staakt-het-vuren afgekondigd.

Het geweld tussen Israël en Hamas flakkerde opnieuw op nadat een raket die maandag 25 maart 2019 "per vergissing" vanop de Gazastrook werd afgevuurd een woning raakte nabij Tel Aviv. Daarbij vielen 7 gewonden. Israël zette meteen de tegenaanval in en reageerde met verschillende raketaanvallen, die dan weer werden gevolgd door Palestijns geschut. Volgens het Palestinian Centre for Human Rights (PCHR) vonden op 25 en 26 maart 2019 twaalf uur lang tientallen Israëlische bombardementen plaats gericht op verschillende doelen in de Gazastrook. De Israëlische luchtmacht heeft 66 raketten afgevuurd op 34 doelen, inclusief woongebouwen en civiele voorzieningen, omdat deze volgens het leger een schuilplaats waren of nabij het kantoor van de veiligheidsdiensten waren gelegen. Zo werden vijf raketten afgevuurd op het gebouw al-Ghazali, een residentieel complex met tien appartementen en waarin tevens een verzekeringsmaatschappij was gehuisvest. Ook de omliggende gebouwen werden beschadigd. Acht raketten werden afgevuurd op een gebouw met vier verdiepingen omvattende magazijnen gehuurd door de binnenlandse veiligheidsdienst van Hamas doch tevens acht appartementen. Het gebouw werd volledig vernield en ook de omliggende gebouwen werden

beschadigd. Vier raketten hebben het bureau van de chef van het politiek bureau van Hamas volledig vernield en hierbij werden tevens de omliggende huizen en installaties beschadigd. In de haven van Khan Younes werden twee boten van de maritieme politie vernield en zes boten en visnetten zwaar beschadigd. Ook landbouwgronden waren het doelwit van de bombardementen. Ten gevolge van deze bombardementen geraakten twee personen gewond. Zestien gezinnen, bestaande uit in totaal 83 mensen, onder wie 44 kinderen, werden ontheemd. Dankzij bemiddeling van Egypte onderhandelden de betrokken partijen sinds 25 maart met elkaar over de voorwaarden van een staakt-het-vuren. De relatieve rust werd op 30 maart 2019 echter andermaal verstoord doordat er vijf raketten werden afgevuurd op Israël.

Voorts leest de Raad in de landeninformatie dat er in mei 2019 opnieuw sprake was van een zware escalatie van het geweld. OCHA bestempelt de vijandelijkheden die begin mei plaatsvonden als de meest ernstige sinds het conflict van 2014. Tijdens de wekelijkse demonstratie van 3 mei 2019 raakten twee Israëlische soldaten gewond door sluipschutters van de Islamitische Jihad. Als vergelding bombardeerde de Israëlische luchtmacht twee Hamas-posities, waarbij twee leden van de gewapende vleugel werden gedood en twee anderen gewond. De volgende dag vuurden Palestijnse groepen 690 raketten en mortiergranaten af op Israël. De Israëlische luchtmacht bombardeerde op zijn beurt 350 doelen, meestal gelinkt aan Hamas en de Islamitische Jihad. Volgens cijfers van het ministerie van Volksgezondheid in Gaza werden tijdens deze golf van geweld 25 Palestijnen gedood en raakten 154 personen gewond. Volgens het Israëlische centrum Meir Amit behoorden 16 van de 25 Palestijnse slachtoffers tot gewapende groepen. Zeven van de dodelijke slachtoffers waren burgers die dicht bij het doelwit waren ten tijde van de aanval. De Israëlische mensenorganisatie B'Tselem spreekt van dertien slachtoffers (waaronder twee minderjarigen en drie vrouwen) die niet deelnamen aan de vijandelijkheden en niet waren aangesloten bij een gewapende groep. Volgens het onderzoek van B'Tselem werden voorafgaand aan de bombardementen op woningen geen passende waarschuwingen gegeven die de bewoners konden toelaten beschutting te zoeken of hun persoonlijke eigendommen te redden.

Ook in juni en augustus 2019, alsook begin september kwam het tot nieuwe escalaties van geweld. Nadat in juni 2019 twee raketten werden afgevuurd op Israël, waarvan één een religieuze school in Sderot raakte, reageerde het Israëlische leger met het bombarderen van militaire complexen van Hamas. In de nacht van 16 op 17 augustus 2019 bombardeerde de Israëlische luchtmacht twee Hamasdoelen in reactie met raketten. Op 22 augustus 2019 bombardeerde Israël, als reactie op drie raketaanvallen die geen slachtoffers in Israël maakten, verschillende doelen in Gaza waaronder een marinepost van Hamas. Op 25 augustus 2019 werden drie raketten afgeschoten vanuit Gaza. Twee ervan werden onderschept en één veroorzaakte brand. De volgende dag raakten Israëlische vliegtuigen een doel in de buurt van een dorp ten noorden van Beit Lahia. Ook de naburige huizen werden beschadigd. Op 28 augustus 2019 bombardeerde de Israëlische luchtmacht een observatiepost in het noorden van Gaza nadat een raket werd afgevuurd die uiteindelijk op het grondgebied van Gaza landde. Op 6 september 2019 werden tijdens de wekelijkse terugkeermars twee minderjarige Palestijnen gedood en raakten 81 burgers gewond. Op de avond van 6 september 2019 werden vijf raketten afgevuurd vanuit Gaza. Israël antwoordde door militaire posities van Hamas te bombarderen. De volgende dag viel een drone die vanuit Gaza werd bestuurd een Israëlisch militair voertuig aan. Als vergelding bombardeerden Israëlische troepen verschillende doelen, waaronder een marinebasis van Hamas en twee complexen van zijn "luchteenheid". Op 10 september 2019 werden twee Palestijnse raketten gelanceerd richting Ashdod en Ashkelon. Beide raketten werden onderschept door het Israëlische Iron Dome raketafweer-systeem. Als reactie vielen Israëlische vliegtuigen een vijftiental Hamas-doelen aan. De volgende dag werden drie raketten afgevuurd richting Israël. Tijdens de nacht richtte de Israëlische luchtmacht zich op verschillende doelen in een militair complex van Hamas in het noorden van de Gazastrook.

In de nacht van 31 oktober 2019 werden twee raketten afgevuurd op Israël. Als vergelding viel het Israëlische leger twee Hamas-posten in het noorden van Gaza aan. Op 12 november 2019 doodden Israëlische strijdkrachten in Gaza een commandant van de Islamitische Jihad en zijn echtgenote. De Islamitische Jihad reageerde onmiddellijk door honderden raketten op Israël af te vuren. Israël bombardeerde op zijn beurt verschillende doelen van de islamistische organisatie (ondergrondse installaties, aanvalstunnels, een raketfabriek, marinedoelen, commandozalen, aanvalselementen).

Strijders van de organisatie werden gedood tijdens een poging om raketten af te vuren op Israël. Dankzij bemiddeling van Egypte werd in de ochtend van 14 november een staakt-het-vuren van kracht. In de nacht van 15 op 16 november werden echter nog twee raketten afgevuurd die aan Hamas worden toegeschreven, hetgeen werd gevolgd door Israëlische invallen op militaire posities van Hamas.

Volgens ITIC werden in november 2019 578 Palestijnse raketten afgevuurd op Israël. Deze escalatie van geweld is de dodelijkste sinds de gebeurtenissen van 14 mei 2018 langs de Israëlische grens. Volgens het Palestijnse Ministerie van Volksgezondheid vielen tijdens deze escalatie van geweld

vierendertig doden, onder wie acht kinderen en drie vrouwen. Achttien slachtoffers maakten deel uit van een gewapende groep. Het PCHR spreekt van 15 burgerslachtoffers, 54 gewonde burgers en 45 getroffen gebouwen, waarvan acht volledig werden verwoest en waaronder vier beschadigde commerciële gebouwen.

In december 2019 werden zes raketaanvallen op Israël gevolgd door Israëlische bombardementen op Hamas-doelen. In januari 2020 toonden Palestijnse facties zich ontevreden over de traagheid van Israël bij het uitvoeren van zijn verplichtingen. Nadat gedurende bijna tweeënhalve week bijna dagelijks ballonnen met explosieven werden opgelaten, vonden op 25 januari 2020 Israëlische luchtaanvallen plaats op Hamas-doelen in het zuiden van Gaza. Na de publicatie van de 'deal van de eeuw' door de Amerikaanse administratie op 29 januari 2020, werd op 29, 30 en 31 januari 2020 de frequentie van raket- en mortiergranaatvuur verhoogd. De sterke toename van raketvuur en het continu oplaten van ballonnen met explosieven vanuit Gaza naar nabijgelegen Israëlische steden en landbouwgemeenschappen resulteerde op 7 februari 2020 in Israëlische bombardementen op posities van Hamas dichtbij het scheidingshek en op infrastructuur zoals tunnels en wapendepots.

Anno 2018-2019 werden Palestijnen vooral getroffen door het geweld dat plaatsvond tijdens de protesten die werden georganiseerd in het kader van 'de Grote Mars van de Terugkeer'. Deze protesten vonden aanvankelijk plaats van 30 maart tot 15 mei 2018, en dit elke vrijdag. Duizenden demonstranten verzamelden zich in tentenkampen in de buurt van de grens met Israël, eisten de uitvoering van het recht op terugkeer van de Palestijnse vluchtelingen op en stelden het bestaan van de Israëlische blokkade aan de kaak. Deze aanvankelijk spontaan ontstane en apolitieke beweging werd gerecupereerd door Hamas, dat de tactieken van de manifestanten, waaronder het afvuren van brandende projectielen op Israëlisch grondgebied en het gebruik van explosieven om de grensafsluiting te doorbreken, meer en meer coördineerde. De Israëlische strijdkrachten trachtten deze manifestaties met geweld de kop in te drukken, wat resulteerde in een hoog aantal Palestijnse slachtoffers (130 doden en 4000 gewonden gedurende de eerste anderhalve maand van de demonstraties). Op 14 mei 2018 verzamelden duizenden demonstranten zich aan de Israëlische grens om te protesteren tegen de inauguratie van de Amerikaanse ambassade in Jeruzalem. Op één dag werden 62 Palestijnen, waaronder 50 leden van Hamas, gedood en raakten meer dan 2400 personen gewond door Israëlisch vuur. De Algemene Vergadering van de Verenigde Naties veroordeelde op 13 juni 2018 het buitensporige gebruik van geweld door Israël tegen Palestijnse burgers, alsook het afvuren van raketten vanuit de Gazastrook richting Israël. Ook na 15 mei 2018 gingen de protesten onverminderd door.

Hamas gebruikt de wekelijkse marsen als hefboom tegen Israël en kiest ervoor om het geweld te beperken of te laten escaleren, afhankelijk van de voortgang van de onderhandelingen met Israël over het verlichten van de blokkade en het verbreden van de visserijzone. Wanneer de onderhandelingen vastlopen worden de marsen gewelddadiger en proberen jongeren het grenshek over te steken.

Wanneer daarentegen Israëlische concessies in zicht zijn, vinden de marsen plaats in een meer ingetogen sfeer en probeert Hamas het geweld te beperken en jongeren weg te houden van het grenshek. Op 30 maart 2019 herdachten tienduizenden Palestijnen de eerste verjaardag van 'de Grote Mars van de Terugkeer'. Volgens het Palestijnse Ministerie van Gezondheid en de Palestijnse Rode Halve Maan werden bij incidenten langs de grens drie Palestijnen gedood en raakten 1125 mensen gewond. Op 15 mei 2019 verstevigde het Israëlische leger de beveiliging langs het grenshek en probeerden de organisatoren van de manifestaties het geweld onder de demonstranten te beperken. De marsen gingen evenwel verder met een niveau van geweld dat wordt beschreven als "relatief hoog", hoewel het aantal slachtoffers afnam. Na de escalatie van het conflict in november 2019 stelden de organisatoren de marsen drie opeenvolgende weken uit. Op 26 december 2019 kondigde het coördinatiecomité de opschorting aan van de wekelijkse demonstraties tot 30 maart 2020, de tweede verjaardag van 'de Grote Mars van de Terugkeer'. Na deze datum zullen de marsen een keer per maand en bij speciale gelegenheden worden georganiseerd. De laatste terugkeermars in 2019 vond plaats op 27 december, met het laagste aantal deelnemers en gewonden sinds de start van de demonstraties (50 Palestijnen raakten gewond en 39 van hen werden in het ziekenhuis opgenomen).

Volgens OCHA kwamen in 2019 33 Palestijnen om het leven en raakten 11.523 personen gewond in het kader van de protesten die werden georganiseerd in het kader van 'de Grote Mars van de Terugkeer'. OCHA registreerde, sinds het begin van de demonstraties in maart 2018, in totaal 212 Palestijnse dodelijke slachtoffers en 36.134 gewonden.

Daarnaast komen er nog steeds incidenten voor in de zogenaamde bufferzone ('zone-tampon'), alwaar Israëlische strijdkrachten gewelddadig reageren op het benaderen of betreden van deze zone. Het Israëlische leger is gerechtigd om het vuur te openen op alle Palestijnen die zich in dit gebied begeven, zelfs als ze niemand bedreigen. Dit type geweld treft voornamelijk de lokale bewoners, boeren, vissers. Uit de beschikbare landeninformatie blijkt dat er van 1 januari tot 24 februari 2020 29 Palestijnen, zowel burgers als strijders, gewond raakten en vijf Palestijnse burgers zijn omgekomen in het kader van het

Israëliisch-Palestijnse conflict in de Gazastrook. Drie van hen werden gedood nadat zij het grenshek overstaken, terwijl twee anderen stierven door verwondingen opgelopen tijdens eerdere protesten. Volgens OCHA werden in 2019 in de Gazastrook 66 burgers (waaronder 7 vrouwen en 23 minderjarigen) gedood door de Israëliische strijdkrachten. Bijna de helft van de burgerslachtoffers (31) werd doodgeschoten en de andere helft (30) werd gedood als gevolg van de luchtbombardementen in mei en november 2019. Vier burgers raakten gewond door traangas en in één geval werden de omstandigheden van het overlijden niet gepreciseerd. In de statistieken van B'Tselem wordt voor 2019 gesproken van 58 Palestijnse burgerslachtoffers in de Gazastrook. 30 personen werden doodgeschoten tijdens de terugkeermarsen, 24 personen werden gedood door bombardementen en 4 door granaatscherven. Volgens OCHA raakten bovendien in 2019 in de Gazastrook 11.845 Palestijnen gewond, waarvan meer dan 96% tijdens de protesten aan de grens met Israël. In 2018 registreerde OCHA 204 burgerslachtoffers (waaronder 2 vrouwen en 49 minderjarigen). Meer dan 60% werd gedood in de context van de terugkeermarsen. In dezelfde periode raakten 25.641 Palestijnen gewond, waarvan bijna 80% in de context van de terugkeermarsen.

Op 27 augustus 2019 vielen er bij drie niet-opgeëiste zelfmoordaanslagen een tiental slachtoffers in Gaza-stad. Als gevolg hiervan riep Hamas de noodtoestand uit en verrichte talrijke arrestaties in de jihadistische milieus in Gaza. Sindsdien voert Hamas "een geheime oorlog" tegen de salafistische groeperingen en met name tegen de aanhangers van de Islamitische Staat.

Gelet op het geheel van de voormelde elementen, besluit de Raad dat – hoewel er sprake is van aanhoudend geweld in de Gazastrook sinds de machtsovername door Hamas en de daaropvolgende installatie van de Israëliische blokkade, waarbij schermutselingen tussen de Israëliische strijdkrachten en Hamas regelmatig worden onderbroken door escalaties van grootschalig geweld – er in Gaza actueel geen sprake is van een uitzonderlijke situatie waarbij de mate van het willekeurige geweld dermate hoog is dat er zwaarwegende gronden bestaan om aan te nemen dat verzoeker louter door zijn aanwezigheid aldaar een reëel risico zou lopen om te worden blootgesteld aan een ernstige bedreiging van zijn leven of zijn persoon zoals bedoeld in artikel 48/4, § 2, c) van de Vreemdelingenwet.

De verzoekende partij brengt geen afdoende concrete, objectieve informatie bij die voorgaande appreciatie in een ander daglicht stelt. De door de verzoekende partij in het verzoekschrift aangehaalde informatie is immers verouderd of is (groten)deels dezelfde of ligt voor het overige in dezelfde lijn als de informatie waarop de voormelde analyse van de veiligheidssituatie in Gaza is gesteund. Ook de verwijzing naar rechtspraak van deze Raad kan geen afbreuk doen aan dit besluit.

In de aanvullende nota beperkt de verzoekende partij zich tot loutere speculatieve overwegingen waar zij, onder verwijzing naar persartikels, wijst op de mogelijke gevolgen van het akkoord dat op 15 augustus 2020 werd gesloten tussen Israël enerzijds en Bahrein en de Verenigde Arabische Emiraten anderzijds. De vaststelling dat het staakt-het-vuren van 31 augustus 2020 inmiddels op 15 september 2020 opnieuw geschonden werd, duidt er verder niet op dat het hoger beschreven patroon van latente spanningen met gebeurlijke erupties van het geweld niet langer zou aanhouden, laat staan dat thans systematisch alle inwoners van Gaza zouden worden getroffen door willekeurig geweld.

Waar de verzoekende partij in de aanvullende nota nog recente incidenten in Gaza bespreekt, die onder andere plaatsvonden in Zuid-Gaza, kan de verzoekende partij evenmin een ander licht werpen op bovenstaande conclusie.

Waar de verzoekende partij wijst op de raketaanval en de bombardementen die op 15 september 2020 hebben plaatsgevonden en benadrukt dat de veiligheidssituatie 'labiel' is, erkent de Raad dat er momenteel in Gaza sprake is van grote onveiligheid en een willekeurige staat van geweld, maar dit betoog van de verzoekende partij laat niet toe te concluderen dat deze onveiligheid en deze willekeurige staat van geweld systematisch alle inwoners van Gaza zouden treffen zonder dat een individuele analyse van hun situatie noodzakelijk is.

De Raad besluit dat er in Gaza actueel geen sprake is van een uitzonderlijke situatie waarbij de mate van het willekeurige geweld dermate hoog is dat er zwaarwegende gronden bestaan om aan te nemen dat verzoeker louter door zijn aanwezigheid aldaar een reëel risico zou lopen om te worden blootgesteld aan een ernstige bedreiging van zijn leven of zijn persoon zoals bedoeld door artikel 48/4, § 2, c) van de Vreemdelingenwet.

De Raad herhaalt dat elk verzoek om internationale bescherming op individuele basis en aan de hand van de hiertoe in concreto aangevoerde elementen moet worden onderzocht, rekening houdend met de persoon van de verzoeker om internationale bescherming, de specifieke gegevens van het dossier en de situatie in het land van herkomst op het ogenblik van het nemen van de beslissing aangaande de aanvraag.

De verzoekende partij laat verder na het bewijs te leveren dat zij specifiek wordt geraakt, om redenen die te maken hebben met haar persoonlijke omstandigheden, door een reëel risico als gevolg van het willekeurig geweld in Gaza. De bombardementen in 2014 waarbij haar huis werd beschadigd kan niet worden beschouwd als verzoekers directe vluchtaanleiding aangezien zij daarna terugkeerde naar de

woning en daar tot aan haar vertrek uit de Gazastrook bleef wonen. Deze bombardementen hadden bovendien plaats in het kader van een specifieke grootschalige militaire operatie, genaamd Protective Edge, waarbij een korte maar intense escalatie van geweld plaatsvond. Voorts geeft de verzoekende partij de nabijheid van de rakettenbasis aan haar huis niet aan als vrees tijdens haar persoonlijk onderhoud, maar enkel bij het invullen van de vragenlijst op de Dienst Vreemdelingenzaken. Dit ondermijnt ook de ernst van haar voorgehouden vrees. Verder verwijst de Raad samen met de commissaris-generaal naar de financiële situatie van verzoeker en haar familie die behoorlijk is waardoor kan worden verwacht dat de verzoekende partij elders in Gaza onderdak of huisvesting regelt om problemen ten gevolge van de locatie van haar woning te vermijden. Waar de verzoekende partij in haar verzoekschrift betoogt dat het gezin niet voldoende geld had om te verhuizen, blijkt daarentegen dat de verzoekende partij 13.000 dollar betaald heeft om uit Gaza te vertrekken. Er zijn verder geen elementen die erop wijzen dat er voor de verzoekende partij persoonlijke omstandigheden bestaan die ertoe leiden dat zij een verhoogd risico loopt om het slachtoffer te worden van willekeurig geweld. Waar de verzoekende partij ter terechtzitting wijst op haar kwetsbaar psychologisch profiel, wijst de Raad erop dat de verzoekende partij hiervan geen enkel begin van bewijs bijbrengt.

9.8. Gelet op het voormelde, toont de verzoekende partij niet aan dat in haar geval zwaarwegende gronden bestaan om aan te nemen dat zij bij een terugkeer naar haar land en regio van herkomst een reëel risico zou lopen op ernstige schade in de zin van artikel 48/4, § 2, a), b) of c) van de Vreemdelingenwet.

De Raad ontwaart in het rechtsplegingsdossier evenmin andere elementen waaruit zou moeten blijken dat verzoeker in aanmerking komt voor de toekenning van subsidiaire bescherming overeenkomstig artikel 48/4 van de Vreemdelingenwet.

(..)” (eigen onderlijning).

Zoals de Raad in voormeld arrest erop gewezen heeft stemt artikel 3 EVRM inhoudelijk overeen met artikel 48/4, § 2, b van de vreemdelingenwet. Aldus werd getoetst of in hoofde van verzoekende partij een reëel risico op ernstige schade bestaande uit foltering of onmenselijke of vernederende behandeling of bestraffing voorhanden is (cf. HvJ C-465/07, Elgafaji v. Staatssecretaris van Justitie, 2009, <http://curia.europa.eu>). Door louter opnieuw te verwijzen naar de veiligheidssituatie in Gaza, de socio-economische omstandigheden aldaar en de impact van de corona-epidemie, toont verzoekende partij geenszins aan dat de overwegingen van de Raad in zijn arrest van 23 december 2020 thans niet meer gelden en een andere beoordeling zich opdrong. Uit niks blijkt dat de vaststellingen inzake de veiligheidssituatie in Gaza en de persoonlijke omstandigheden van verzoekende partij zoals vastgesteld door de Raad in voormeld arrest thans niet meer gelden. De Raad stelt vast dat verzoekende partij in wezen haar kritiek tegen de afwijzing van haar verzoek tot internationale bescherming herhaalt, maar zij kan onderhavig beroep niet aanwenden om nogmaals de beslissing van de commissaris-generaal aan te vechten.

Verzoekende partij maakt met haar betoog geenszins aannemelijk dat de bestreden beslissing een schending inhoudt van artikel 3 EVRM. Zij toont geenszins aan dat de verwerende partij niet kon volstaan met een verwijzing naar de afwijzing van haar verzoek tot internationale bescherming en dat een verdere beoordeling zich opdrong.

2.13. Gelet op de inhoud en het doel van artikel 13 van het EVRM kan deze rechtsregel niet dienstig worden opgeworpen zonder ook de bepaling van hetzelfde verdrag aan te duiden waarvan de schending een daadwerkelijk rechtsmiddel vereist. Te dezen roept de verzoekende partij de schending in van artikel 3 en 8 van het EVRM, maar hierboven werd reeds gesteld dat zij niet aantoonde dat de bestreden beslissing een schending van artikel 3 en 8 van het EVRM inhoudt. Een schending van artikel 13 van het EVRM wordt niet aangetoond.

2.14. Verzoekende partij maakt evenmin aannemelijk dat – indien zij was gehoord geweest voor het treffen van de bestreden beslissing – zij elementen had kunnen aanvoeren die van invloed hadden kunnen zijn op de besluitvorming. Een schending van de rechten van verdediging wordt niet aannemelijk gemaakt.

2.15. Het enig middel is, in de mate dat het ontvankelijk is, ongegrond.

3. Korte debatten

De verzoekende partij heeft geen gegrond middel dat tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing kan leiden aangevoerd. Aangezien er grond is om toepassing te maken van artikel 36 van het koninklijk

besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, wordt de vordering tot schorsing, als accessorium van het beroep tot nietigverklaring, samen met het beroep tot nietigverklaring verworpen.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel

De vordering tot schorsing en het beroep tot nietigverklaring worden verworpen.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op zeven mei tweeduizend eenentwintig door:

mevr. S. DE MUYLDER,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

mevr. K. VERHEYDEN,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

K. VERHEYDEN

S. DE MUYLDER